

## **Comment expliquer la montée du sentiment anti-chinois en Zambie?**

Mémoire soumis à la professeure Rita Abrahamsen (superviseure) afin de répondre aux exigences du Mémoire de recherche (API 6999) et de la maîtrise en Affaires publiques et internationales de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales

Université d'Ottawa

Le 30 novembre 2022

# TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>3</b>
<b>LISTE DES ABBRÉVIATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>6</b>
<b>1 Cadre théorique .....</b>	<b>7</b>
1.1 Définition du populisme.....	8
1.2 Causes et expressions du populisme.....	10
<b>2 Survol historique .....</b>	<b>12</b>
2.1 Fiche technique de la Zambie .....	12
2.2 Nationalisation du cuivre: activité d'extraction et projet social .....	15
2.3 Impact de la privatisation.....	20
<b>3 Coopération sino-zambienne .....</b>	<b>24</b>
3.1 Investissement massif dans l'exploitation du cuivre.....	24
3.2 Conditions de travail des mineurs dans les entreprises chinoises.....	27
<b>4 Analyse.....</b>	<b>31</b>
4.1 Désillusion des mineurs.....	31
4.2 La rhétorique populiste.....	33
4.3 Élargissement du sentiment anti-chinois aux autres couches de la société.....	43
<b>Conclusion.....</b>	<b>53</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>56</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>66</b>

## REMERCIEMENTS

Mes plus profonds remerciements vont à ma directrice de recherche, Madame Rita Abrahamsen pour le soutien qu'elle m'a accordé durant tout le processus de rédaction de ce mémoire. Je la remercie grandement pour sa disponibilité, ses recommandations et conseils avisés.

Un grand merci à toute ma famille particulièrement à mon père que j'appelle affectueusement le Grand I, à ma mère et à ma fille. Vos paroles d'encouragement et votre confiance en mes capacités m'ont permis de ne pas me détourner de mon objectif dans les périodes de doute.

Merci également à Ahmed pour son humour, ses conseils avisés et pour le soutien qu'il a été pour moi tout au long de ce cycle.

Je ne pourrai finir sans dire MERCI à Dieu, à son fils Jésus et à son Saint Esprit qui est un précieux conseiller. A Lui revient toute la gloire.

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

**CLM** : China Luanshya Mine

**CNMC** : China Non-ferrous Metals Mining Corporation

**FDD** : Forum for Democracy and Development

**FMI** : Fonds Monétaire International

**PIB**: Produit Intérieur Brut

**HRW** : Human Rights Watch

**IFI** : Institutions Financières Internationales

**MMD** : Movement for Multiparty Democracy

**NFCA** : Non-Ferrous Company Africa Mining Plc

**NUBWMW** : National Union of Building, Wood and Metal Workers

**NUECGW** : National Union of Engineering, Construction and General Workers

**PF** : Patriotic Front

**SMLZ** : Sino Metal Leach Zambia

**UNIP** : United National Independence Party

**UPND** : United Party for National Development

**ZAFFICO** : Zambia Forestry and Forestry Industries Corporation

**ZCCM** : Zambia Consolidated Copper Mines

**ZCMT** : Zambia-China Mulungushi Textiles

**ZCTU** : Zambia Congress of Trade Unions

**ZESCO** : Zambia Electricity Supply Corporation Limited

**ZNBC** : Zambian National Broadcasting Corporation

## RÉSUMÉ

Ce travail analyse les relations entre la Chine et la Zambie qui avaient commencé bien avant l'indépendance de la Zambie et se poursuivent jusqu'à présent. Ces relations principalement de nature idéologique au début puisque la Chine soutenait financièrement et matériellement l'un des mouvements zambiens de décolonisation, se sont transformées au fur et à mesure. Elles sont devenues essentiellement économiques avec une très forte présence physique des Chinois dans le pays. Mais loin de constituer une relation apaisée, cette coopération est en proie à un fort ressentiment de certains Zambiens à l'égard des Chinois. Cette tension raciale vis-à-vis des Chinois a plusieurs fois dégénéré au point de se matérialiser par des émeutes et/ou des attaques. Ce mémoire a pour but de comprendre pourquoi il y a un sentiment anti-chinois en Zambie.

C'est ainsi qu'il nous a permis de réaliser que la frustration des « Zambiens normaux » liés à leurs mauvaises conditions de vie quand bien même la production et le prix du cuivre ont connu une nouvelle ascension, a joué un rôle important dans cette situation. La rhétorique populiste utilisée par certains politiciens se servant des griefs économiques de la population et désignant les Chinois comme coupables aux maux des Zambiens, a également contribué grandement à ce ressentiment envers les Chinois.

Mots clés : Chine, Zambie, Miniers, Sentiment anti-chinois, Rhétorique populiste

## Introduction

En novembre 2006, se tenait à Beijing le Forum sur la Coopération sino-africaine où de nombreux chefs d'État africains s'étaient réunis non seulement pour célébrer l'amitié sino-africaine, la croissance fulgurante de leurs relations économiques, mais aussi pour renforcer cette coopération. Ce partenariat « Sud-Sud » était passé de 10 milliards de dollars par an en 2000 à plus de 40 milliards de dollars en 2005 (Negi, 2008, p.41), ce qui montre l'accélération des échanges commerciaux entre le continent et la Chine. Quand bien même on peut penser que ce partenariat date du 21<sup>e</sup> siècle, étant donné que la Chine n'avait pas une présence marquée sur le continent comme les pays européens, la réalité est tout autre, spécifiquement dans le cas de la Zambie.

Les relations entre la Zambie et la Chine remontent avant 1964, année d'indépendance de la Zambie (Leslie, 2016, p.90). Très tôt, la Chine est devenue un partenaire important de la Zambie puisque déjà en 1976, était construite la ligne ferroviaire Tanzanie-Zambie grâce à un prêt sans intérêt de 406 millions de dollars accordé par les Chinois (Idem). Ce partenariat s'est accru au fil du temps surtout dans les années 2000 en raison de la forte demande de cuivre, une ressource dont regorge le sous-sol zambien et dont a besoin la Chine pour maintenir sa croissance fulgurante. C'est tout logiquement qu'une augmentation importante des échanges commerciaux entre ces deux pays, est constatée. Cependant, la coopération entre les Chinois et les Zambiens qui est souvent qualifiée par les gouvernements respectifs d'échange gagnant-gagnant, est pointée du doigt. Un sentiment anti-chinois premièrement parmi les miniers zambiens s'est même développé et a donné lieu à des émeutes ouvrières dans les régions de la province de Copperbelt. Ce ressentiment contre les Chinois a été également utilisé lors de campagnes électorales et a considérablement augmenté au point de s'étendre aux « Zambiens ordinaires » qui sont maintenant des critiques sévères des

relations Chine-Zambie (Matombo et al, 2021, p.228). Qu'est-ce qui a conduit à la montée du sentiment anti-chinois en Zambie au sein des mineurs? Comment peut-on expliquer cette situation? Comment ce ressentiment a-t-il pu s'étendre hors des mines au point d'être de plus en plus partagé par d'autres membres de la population zambienne? Quelles sont les différentes formes de manifestations du sentiment anti\_chinois dans la société actuelle?

Ce sont autant de questions auxquelles nous allons tenter de répondre dans les lignes qui suivent en faisant le parallèle pour montrer en quoi la privatisation des mines de cuivre, les mauvaises conditions de travail dans les entreprises chinoises ont créé un terrain propice à la naissance du sentiment anti-chinois en Zambie. Par la suite nous allons analyser la manière dont la rhétorique populiste a instrumentalisé ce sentiment et apporter des tentatives d'explication quant aux raisons pour lesquelles des « Zambiens ordinaires » partagent ce sentiment.

## 1 Cadre théorique

Dans le cadre de notre recherche, nous adoptons une méthode empirique. Nous nous basons sur la littérature scientifique qui traite de notre sujet ainsi que sur des articles de journal fiable.

L'argument que nous soutenons dans notre analyse est que le mauvais traitement des mineurs zambiens couplé à la perte du symbole du cuivre ont jeté les bases d'un ressentiment envers les Chinois. Ce sentiment a été exacerbé et a été étendu à la population générale par la rhétorique populiste utilisée par les politiciens pour gagner plus d'électeurs.

Nous aborderons donc la thématique du populisme étant donné que le discours populiste a joué un rôle dans le sentiment anti-chinois en Zambie.

## 1.1 Définition du populisme

La définition du populisme ne fait pas l'unanimité puisque de nombreux auteurs ont tenté de la définir sans forcément arriver à un consensus. Ceci dit, cela s'explique selon Charaudeau, car il n'y a pas un populisme universel, mais bien différentes sortes de populisme qui dépendent des contextes politiques, historiques, etc. (Charaudeau, 2011).

L'encyclopédie canadienne définit le populisme comme étant « une idéologie et un mouvement politique qui promeut l'idée du « peuple », habituellement en l'opposant à une élite établie » (Laycock, 2019). Le populisme apparaîtrait donc comme un mouvement qui met de l'avant le peuple, qui vise à défendre les intérêts du peuple, à combattre les élites qui nuiraient au bien-être du peuple. Gaudichaud et Posado, déclarent dans ce même ordre d'idée que « lorsqu'un système politique s'avère incapable de prendre en compte plusieurs demandes insatisfaites et répond aux citoyens mécontents par le mépris et/ou la répression, la possibilité d'une articulation populiste surgit » (Gaudichaud et Posado, 2019).

Le « peuple » désigne « la majorité sociale exclue, invisibilisée et non représentée de la démocratie représentative libérale » (Tarragoni, 2019). L'élite quant à elle ne désigne aucun groupe social particulier, mais ses « contours changent suivant les moments historiques, en fonction des groupes affectés par la crise, et des élites politiques et économiques auxquelles on en impute la responsabilité » (Idem).

Larrouqué paraphrasant Rosanvallon soutient que le populisme est plus qu'un signe d'une démocratie dysfonctionnelle ou d'un mouvement contestataire, mais bien une proposition politique, qui a sa cohérence et sa force positive (Larrouqué, 2021). Le populisme ne surviendrait donc pas parce que la volonté et le bien-être du peuple sont mis de côté, qu'il y a une crise ou que des personnes contestent l'ordre établi, mais il serait une vision de la démocratie « directe, polarisée, immédiate » (Idem).

Dans un autre ordre d'idée, Moffit stipule que le populisme d'aujourd'hui a changé et n'est plus juste basé sur le schéma classique de l'opposition entre l'élite et le peuple. Il s'est développé par rapport à ses itérations antérieures et s'inscrit dans un paysage politique et médiatique en constant changement. Le populisme doit être considéré comme « un style politique qui est exécuté, incarné et mis en œuvre dans une variété de contextes politiques et culturels » (Moffit, 2016). Il devient un théâtre politique puisqu'il attire souvent son public, « le peuple », sur scène et propose « différents discours politiques : un appel au peuple contre l'élite ; le déploiement de mauvaises manières pour projeter le rejet du statu quo ; et la production et l'exploitation simultanées d'un sentiment de crise ou de menace » (Alaister, 2017, p.456 et 462).

On voit donc que la notion du populisme n'est pas figée et inclut différents aspects qui peuvent parfois être disparates.

Par ailleurs, il existerait aussi bien des populismes de droite que des populismes de gauche. Pour le populisme de gauche, l'élite est constituée des « grandes entreprises capitalistes et les grands partis politiques » et le peuple quant à lui est constitué par « une coalition naturelle de travailleurs salariés, de cultivateurs et de gens des classes pauvre et moyenne » (Tarragoni, 2019). Pour le populisme de droite, l'élite désigne les « bureaucrates d'État, [les] politiciens interventionnistes,

[les] groupes d'intérêts qui proposent plus d'interventions de l'État dans la vie sociale et l'économie et occasionnellement d'intérêts financiers ». Le peuple pour le populisme de droite fait référence à « l'ensemble des citoyens qui ne sont pas représentés par ces [les] groupes d'intérêts » (Tarragoni, 2019).

## 1.2 Causes et expressions du populisme

Le populisme naît dans une situation de crise sociale qui peut être soit une crise économique, une crise identitaire et morale ou une crise de changement de régime politique (Charaudeau, 2011). Tarragoni considère quant à lui que le populisme naît « toujours dans un contexte d'augmentation des inégalités sociales, de corruption des partis au pouvoir et de dégradation considérable (ou d'inexistence) des droits sociaux » (Tarragoni, 2019). Pour faire le parallèle avec notre travail, on a une crise due à la perte du symbole du cuivre et le maintien des Zambiens dans un état de paupérisation, tout cela quand bien même le pays connaît un boom de la demande, de la production et du prix du cuivre.

Dans cette situation de crise, une source du mal est nommée, c'est à dire des personnes ou des groupes sont identifiés comme des adversaires à combattre (Idem). Ces adversaires peuvent être des lobbies, des groupes d'intérêts, des oligarchies, des étrangers (Charaudeau, 2011). Aussi pour se diffuser, le populisme se base-t-il sur un discours et sur un personnage charismatique capable de porter haut ce discours. Selon Charaudeau :

Le discours populiste, à l'exemple du discours politique en général, se doit de proposer un projet d'« idéalité sociale » dans lequel sont mises en exergue des valeurs censées représenter ce qui unit fondamentalement les membres d'une communauté sociale. Mais sa spécificité consiste en ce que ces valeurs puisent dans l'histoire et les traditions du pays pour en dégager ce qui s'y trouve de plus authentique, de plus vrai, de plus pur, afin de reconstruire une identité perdue. Il se met ainsi sur le terrain du symbolique, de ce qui fait la noblesse du politique, idéalité sociale devant réparer le mal existant. (Charaudeau, 2011)

Cette personne c'est-à-dire le populiste pour mettre fin aux conditions qu'ils dénoncent, propose des « mesures [qui] sont vagues, car il s'agit moins d'élaborer une solution pragmatique que de mettre en avant des actions qui renvoient, elles-mêmes, aux valeurs défendues par ailleurs » (Idem). Par exemple, pour régler les problèmes économiques, le populiste proposerait « des baisses d'impôts pour les particuliers, des allègements de charges sociales pour les entreprises, des revalorisations de salaires pour les travailleurs, sans que ces mesures fassent l'objet d'un calcul budgétaire » (Idem).

Un autre élément important du populisme est le leader populiste. Ce dernier doit être doté de charisme afin de susciter l'adhésion populaire à l'idéologie populiste (Tarragoni, 2019). En effet, il doit être capable de séduire les foules (Charaudeau, 2011), de se présenter comme le « vrai peuple », son réel représentant. En d'autres termes, il doit être charismatique, capable de mobiliser les individus pour qu'il y ait des changements institutionnels immédiats, puisque :

premièrement, [...] le populisme vise à transformer la démocratie représentative de l'intérieur, et a donc besoin d'un représentant;

[d]euxièmement, [...] le seul représentant qui peut fédérer une telle variété de groupes sociaux est un leader qui, issu de l'un d'entre eux, peut se prévaloir d'une légitimité qui va au-delà de ce groupe particulier (Tarragoni, 2019).

Le populiste doit également avoir des qualités oratoires et de mise en scène, être capable de faire rêver et d'émouvoir, de faire preuve d'héroïsme et de courage (Idem). Ces illusions théâtrales cependant peuvent être difficiles à maintenir, ce qui dans certains cas empêche le parti de s'institutionnaliser et conduit le populisme à l'autoritarisme (Alaister, 2017. p.456). Aussi, le populiste ne doit pas hésiter à user dans son langage de formules chocs ou de dérapages verbaux, à lancer des « coups de gueule », à faire preuve d'ironie dans ces discours (Charaudeau, 2011).

Charaudeau soutient que le populiste déclare :

[une] volonté de rompre avec les pratiques politiques du passé : celles d'une classe politique jugée laxiste, parfois corrompue, en tout cas distante du peuple, voire indifférente et incapable de l'écouter. Le populiste, lui, se veut à l'écoute du peuple et se déclare proche de lui (Charaudeau, 2011).

## 2 Survol historique

### 2.1 Fiche technique de la Zambie

La Zambie anciennement appelée Rhodésie du Nord est un pays situé au centre nord de l'Afrique Australe (Larousse). C'est un pays enclavé qui partage ses frontières avec l'Angola, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Malawi et le Mozambique, et le Zimbabwe, le Botswana,

la Namibie et l'Angola (Larousse). La population du pays en 2019 était estimée à 17 861 030 pour une superficie de 746 000 km<sup>2</sup> (Idem). Le pays est une ancienne colonie britannique soit de 1924 à 1964 (Noyoo, 2021) et c'est sans surprise que la langue parlée est l'anglais en plus des dialectes (Perspective Monde). La Zambie fait « partie du groupe de nations du Commonwealth et est membre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) » (Noyoo, 2021).

En outre, la Zambie possède des fleuves et lacs importants, d'importantes réserves d'animaux sauvages et des minéraux et pierres précieuses tels que le cuivre, le cobalt, les émeraudes, le plomb et le zinc (Idem). Ainsi, la richesse de son sous-sol en cuivre est telle que le pays est le deuxième producteur africain de cuivre (Puloc'h, 2020). Au niveau mondial le pays se classe parmi les dix premiers producteurs (Idem). En raison de cela, l'économie de la Zambie est très dépendante de son secteur minier. Pour preuve, le secteur minier compte pour 18% du PIB et représente plus de 75% des recettes d'exportation (Direction générale du Trésor, 2022).

L'exploitation du cuivre a commencé durant la colonisation lorsque le pays se faisait appeler Rhodésie du Nord. Cependant, ce n'est qu'à partir de l'indépendance de la Zambie, que le pays a commencé à tirer des profits significatifs de ses ressources minières (Puloc'h, 2020). Cela fut possible grâce au président Kenneth Kaunda du parti UNIP qui est un mouvement nationaliste qui a joué un rôle prépondérant dans la marche vers cette indépendance. Ce parti a été porté au pouvoir grâce à son aptitude à « articuler des discours distincts, mais complémentaires aux Bembas ruraux et à leurs cousins urbains plus cosmopolites » ce qui lui avait valu le soutien de travailleurs dans les villes minières, mais également le soutien de nombreuses zones rurales (Cheeseman et Larmer, 2015, p.34).

Le président Kaunda a mis en œuvre une politique communément appelée « l’humanisme zambien » qui se traduisait par une collectivisation des structures agricoles et un programme de nationalisation (Puloc'h, 2020). Dès 1969, les mines ont donc été nationalisées, les droits miniers ont été rachetés et le régime fiscal a été révisé (Idem). Les revenus qui provenaient du coût élevé du cuivre à la fin des années 1960 et au début des années 1970 ont permis d’investir dans des projets de développement importants tels les centrales hydroélectriques, le chemin de fer, les infrastructures routières, mais aussi dans la santé et dans l’éducation (Idem). Tout au long des années, l’économie du pays s’est très peu diversifiée. À ce jour, elle est « centrée sur des secteurs d’activité à forte intensité capitalistique et/ou de rente (les mines, la construction et la distribution), largement contrôlés par des capitaux étrangers, dont les bénéfices sont captés par une petite partie de la population (Direction générale du Trésor, 2022) ». L’agriculture quant à elle représente près de 3% du PIB et concentre plus de 20% des emplois (Idem).

La Zambie en 2021, était considérée comme faisant partie des pays à « revenu intermédiaire de tranche inférieure » (Idem). Néanmoins, il convient de souligner que cette croissance n’a profité qu’à une petite portion de la population urbaine et a eu un impact limité sur la pauvreté à l’échelle du pays (Noyoo, 2021). La Zambie se classe selon la Banque mondiale en 2019 parmi les pays présentant le plus haut niveau d’inégalité au niveau mondial (Idem). Près de 45% des richesses du pays sont concentrées dans les mains des 10% les plus riches » (Direction générale du Trésor, 2022).

## 2.2 Nationalisation du cuivre : activité d'extraction et projet social

Comme indiqué plus haut, le cuivre étant la principale ressource du pays, son exploitation à grande échelle a réellement commencé quand la Zambie était sous domination coloniale britannique. La province du Copperbelt s'est fortement urbanisée et constituée de plusieurs villes minières (Negi, 2008, p.49). Dans bien des cas, quand une zone s'industrialise, on assiste à un exode vers cette région. C'est ce qui s'est passé dans la province du Copperbelt, où des personnes de diverses ethnies et nationalités – Malawien, Tanzanien, etc.– et même des Blancs, ont migré vers cette zone (Money, 2020). Dans ce contexte multiethnique, la prépondérance des locuteurs bembas parmi les travailleurs noirs de la Copperbelt se constataient quand même (Cheeseman et Larmer. 2015, p.34). Ces nombreuses personnes souvent les plus valides avaient quitté les régions rurales pour tenter leur chance dans les zones industrielles, où il y avait une offre d'emploi, mais gardaient de solides relations avec les zones rurales surtout qu'elles y retournaient souvent et qu'elles étaient le soutien financier de leurs familles restées la-bas (Money et Teh, 2022, p.107). Étant donné la prépondérance des locuteurs bembas dans la province du Copperbelt, il y avait un lien fort entre cette province et les provinces du Nord du pays.

Notons aussi que le processus de migration peut créer quelques problèmes tels que les inégalités puisque les zones rurales s'appauvrissent davantage et sont laissées à elles-mêmes. À l'opposé, les zones urbaines qui reçoivent cet exode se développent davantage.

Cette situation a également eu lieu dans la province du Copperbelt puisque des milliers de travailleurs ont afflué des zones rurales, ce qui selon Negi a jeté les bases de la géographie historique du développement inégal en Zambie (Negi, 2008, p.49). A travers ses propos, on peut

comprendre que la province du Copperbelt s'est développée tant au niveau industriel avec la création de sites miniers, qu'au niveau humain, social, ce qui n'a pas été le cas pour les zones éloignées. Pour preuve, les sociétés minières privées du temps de la colonisation fournissaient des installations sanitaires, logeaient et offraient des services récréatifs aux employés (Cronjé et al, 2017, p.6-7). C'est ainsi que les mines dès 1929, offraient aux employés noirs des complexes sanitaires bien agencés et ordonnés pour les loger et leur assuraient des hôpitaux adéquats ainsi que du personnel médical européen (Noyoo, 2021). Des séances de cinéma étaient organisées sur une base périodique pour les mineurs (Idem). De même, la direction de la mine fournissait sur une base hebdomadaire des rations alimentaires à ses employés (Cronjé et al, p.6-7; Noyoo, 2021) telles que la farine de maïs, le millet, le riz, les haricots, la viande, les légumes frais et les arachides (Noyoo, 2021). Il semble donc que les zones minières étaient des zones assez développées contrairement au reste du pays surtout que comme le rapportent Cronjé et al, l'administration coloniale a fait peu d'efforts pour développer les infrastructures sanitaires et éducatives en dehors des colonies minières (Cronjé et al, p.7). Cette assertion se confirme également puisque que Noyoo affirme que : « [l]es mineurs avaient bénéficié d'un niveau de vie relativement plus élevé que le reste de la population africaine de la colonie. » (Noyoo, 2021).

Toutefois, il convient de préciser que tout n'était pas réjouissant pour les miniers « zambiens » puisque l'environnement dans les mines était caractérisé par de graves inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale fondée sur la race (Idem). Pour Cronjé et al, cette époque se caractérisait par un « concept de fausse générosité et de déshumanisation des employés noirs » (Cronjé et al, 2017, p.13). Comme notifié plus haut, les travailleurs des mines à cette époque étaient des Blancs, des Zambiens, mais aussi d'autres Africains issus de pays alentour comme le Malawi, la Tanzanie

(Money, 2020). L'état colonial pour ne pas augmenter ses dépenses et payer comme il se doit les travailleurs noirs notamment sur la base de la qualification, a créé une politique qu'est le « color bar »<sup>1</sup> (Idem). Tous les travailleurs blancs étaient considérés comme des expatriés ce qui leur conférait de nombreux avantages et tous les travailleurs noirs étaient considérés comme des locaux, peu importe leur origine (Money, 2020). Ce système « racial » justifiait qu'à cause de la couleur de peau, il y ait une différence dans les échelles salariales entre blancs et noirs, les blancs avaient de meilleures opportunités, suivis par les Coloured (personnes d'ascendance mixte) et les Indiens, et les Africains quant à eux, se trouvaient au bas de l'échelle sociale (Noyoo, 2021). Les emplois hautement qualifiés précisément les emplois de direction, de professionnel étaient totalement hors d'accès aux Africains (Idem). Ainsi comme le souligne Money, « [I]es expatriés et les locaux se retrouvaient sur les mêmes lieux de travail, confrontés aux mêmes risques et dangers, mais avec une expérience du travail très différente. » (Money, 2020) Par ailleurs, « [I]e travailleur blanc moyen de la mine était payé presque dix fois plus que le travailleur moyen de la mine » (Idem). Cette inégalité dans les mines avait conduit à plusieurs grèves médiatisées causant de nombreux morts dans la Copperbelt (Cronjé et al, 2017, p.13).

D'un autre côté, cette situation favorisait l'exploitation extrême puisque « tous les bénéfices de l'exploitation du cuivre et la richesse générale de la colonie allaient dans les mains des Européens, tandis que les Africains étaient exploités comme une main-d'œuvre bon marché et ne gagnaient rien en retour » (Noyoo, 2021). Effectivement, sur tous les bénéfices qui provenaient de la vente de cuivre, une grande partie revenait au gouvernement britannique, qui lui n'accordait que de minuscules subventions pour le développement économique de la Zambie (Encyclopaedia

---

<sup>1</sup> Traduction libre : Barre de couleur

Britannica). Par exemple, des nombreuses écoles primaires qui étaient gérées par les missionnaires, seuls 35 Africains recevaient un enseignement secondaire en 1942 (Idem). Ce n'est qu'au début des années 1960 que la politique du « color bar » a été démantelée (Money, 2020).

En 1964 après l'indépendance, l'État a regroupé les mines de cuivre qui ont été nationalisées sous l'égide ZCCM. Le changement fondamental de cette nationalisation comme le mentionne Negi reprenant les paroles de Ferguson est que l'activité minière n'était plus juste une activité extractive, mais un projet social (Negi, 2008, p.49). On pourrait comprendre ainsi que le premier but de l'activité minière n'était pas juste relié à ne faire que des profits comme c'était le cas sous la domination coloniale, mais de favoriser un bon niveau de vie pour les Zambiens.

Concrètement, avec la ZCCM, il y avait une composante sociale qui permettait de réinvestir dans la société entière, de développer le cadre de vie, d'améliorer les conditions de vie des miniers et des Zambiens et de moderniser la société. Le gouvernement a donc créé « un État-providence qui garantissait une couverture universelle des soins de santé, de la protection sociale, de l'éducation et de l'emploi, par le biais d'une politique d'indigénisation connue sous le nom de Zambianisation » (Noyoo, 2021). Ce gouvernement dirigé par le parti UNIP du président Kaunda a utilisé les bénéfices des mines de cuivre pour développer la population indigène en construisant des hôpitaux, des logements, des écoles et des universités et en fournissant des subventions aux entreprises manufacturières et aux consommateurs appartenant à l'État (Cronjé et al, p7; Noyoo, 2021). A travers donc la ZCCM, des services ont été fournis non seulement aux employés des mines, mais aussi à l'ensemble de la communauté (Negi, 2008, p.49).

Aussi, rappelons qu'avec la nationalisation des sociétés minières, on n'assistait plus aux actions discriminatoires à l'encontre des mineurs noirs africains comme cela avait été le cas sous la colonisation (Noyoo, 2021). Il est quand même nécessaire de préciser que quand bien même le nouveau gouvernement de l'UNIP a soutenu l'avancement progressif des Africains dans les emplois précédemment réservés aux mineurs blancs, il n'a pas pu répondre à toutes les attentes des mineurs notamment en matière de "salaire égal pour un travail égal" avec les expatriés (Larmer, 2005, p.34). En dépit de cela, avec la nationalisation du cuivre, les miniers et la population en général pouvaient se prévaloir de jouir de conditions de vie décentes, voire agréables, contrairement au passé.

Cependant, la baisse de la demande des matières premières sur le marché international en raison des crises pétrolières de 1973 et 1979 se traduisit par une baisse de la demande de cuivre (Puloc'h, 2020). Cette baisse de la demande de cuivre a par ricochet induit la chute des prix du cuivre, ce qui a eu un impact désastreux sur l'économie zambienne. En effet, les revenus du cuivre en cette période représentaient 90 % des exportations du pays et 40 % du PIB (Idem). On comprend donc que le cuivre étant la principale ressource et source de richesse du pays, il va de soi que les revenus de l'État vu la forte dépendance, ont chuté et ont impacté la dette de l'État vis-à-vis de l'extérieur. Cette situation selon Negi, a paralysé l'économie nationale et a appauvri profondément le pays (Negi, 2008, p.50). Puloc'h rapportant les propos de Rakner, 2003 révèle que :

« Le taux de croissance annuel moyen du pays ne fut que de 1,1 % lors de la décennie 1980 et de 0,3 % dans les années 1990. Entre 1975 et 1990, le PIB par habitant (à prix constants) a chuté de 30 %. Les déficits budgétaires et courants se sont dégradés, les réserves de devises se sont épuisées et l'endettement du pays est

rapidement devenu insoutenable passant de 36 % du PIB en 1970 à plus de 300 % en 1986-1987, avant de diminuer progressivement pour atteindre 180 % en 1991 (Rakner, 2003). (Puloc'h, 2020)

Cette baisse prolongée des prix et de la production de cuivre couplée plus tard à la privatisation des mines a conduit à l'émigration de la Copperbelt vers la capitale Lusaka, au point où certaines villes minières sont devenues des villes fantômes vu la cessation de l'extraction du cuivre (Negi, 2008, p.50). Plus de 25 000 travailleurs au cours des années 1990 avaient perdu leur emploi dans les mines et on note que durant la période 1990-2003, 133 000 personnes avaient quitté la Copperbelt pour la capitale Lusaka (Resnick, p.63).

### 2.3 Impact de la privatisation

Comme indiqué plus haut, la chute de la demande du cuivre et donc de la chute du prix du cuivre a impacté la dette extérieure de la Zambie. Cette dette a augmenté considérablement et le pays a dû s'aligner aux exigences du FMI, de la Banque Mondiale et des autres donateurs occidentaux afin que la dette soit allégée. Ces exigences imposaient l'adoption de réformes économiques néolibérales où l'un des éléments primordiaux était le lancement d'un programme de privatisation. De ce fait, Craig souligne que déjà en 1993, le gouvernement avait supprimé tous les contrôles sur les prix, les taux d'intérêt, les taux de change et l'allocation des devises étrangères et avait éliminé les subventions publiques (Craig, 2000, p.358). Par exemple, « les investisseurs étaient récompensés par des accords de développement (DA) exclusifs qui primaient sur la Constitution zambienne et garantissaient aux entreprises qui achetaient les mines l'un des taux d'imposition les plus bas du monde » (Negi, 2008, p.51). La politique commerciale a également été libéralisée avec

la suppression des restrictions quantitatives sur les importations et les exportations, et la structure tarifaire a été simplifiée (Craig, 2000, p.358).

La privatisation du secteur minier s'est réalisée entre 1996 et 2000 (Puloc'h, 2020) lorsque le pays était dirigé par le MMD qui s'était donné pour mission de revitaliser l'économie zambienne (Sishuwa, 2021, p.1063). En effet, les difficultés qu'a connues le pays avec la baisse du prix du cuivre, l'autocratie du gouvernement de Kaunda, l'incapacité à tenir les promesses électorales faites, ont généré le mécontentement de la population ce qui a participé à la chute de l'UNIP en 1991. Lors de ces élections, le président Kaunda a été vaincu par Frederick Chiluba, le dirigeant du MMD. Ce dernier était un ancien dirigeant syndical du ZCTU qui se battait pour la cause des miniers, la défense de leurs intérêts donc avait un lien étroit avec les syndicalistes, mais aussi les chefs d'entreprise et les agriculteurs des zones rurales (Cheeseman et Larmer, 2015, p.35). Il a même été à l'origine de grèves importantes dans les années 1990 (Larmer et Fraser, 2007, p.615). Cependant comme on le verra par la suite, il a échoué à tenir ses engagements envers sa base électorale puisque la libéralisation économique qui a été mise en œuvre sous son « règne », a été désastreuse surtout que la ZCCM a été disloquée. La libéralisation économique avait entraîné « l'effondrement de l'industrie manufacturière, une contraction significative de l'économie, une montée en flèche du chômage et une grave crise des retraites » (Idem, p. 616)

Concernant le cuivre, sa production s'était totalement effondrée atteignant à peine 260 000 tonnes en 2000 et seulement environ 22 000 personnes travaillaient encore dans les mines (Puloc'h, 2020). Comme mentionné plus haut, la ZCCM a été scindée en de multiples sociétés minières et a été vendue à des prix très dérisoires. Effectivement, les contrats miniers de la Zambie ont été négociés

avec le soutien des IFI alors que le gouvernement zambien était dans une position vulnérable et que les prix du cuivre étaient au plus bas (Cronjé et al, 2017, p.9). A titre d'illustration, la NFCA a acheté la mine de Chambishi qui se trouve dans la province du Copperbelt pour un montant de \$200 (Negi, 2008, p.55). Donc non seulement on bradait une société qui rapportait en son temps d'énormes profits puisque la plupart des recettes en devises du pays étaient générées par la ZCCM (Craig, 2001, p.390), mais en plus une société qui avait une forte signification identitaire pour les Zambiens. En effet, la ZCCM était considérée comme la Zambie et la Zambie comme la ZCCM (Idem). Par conséquent, en plus de perdre les sites miniers pour des sommes dérisoires, les Zambiens perdaient aussi un de leur symbole identitaire. On pourrait comprendre que la ZCCM est un symbole puisque c'est par elle qu'on a pu investir dans la société, et c'est par elle que la population dans son ensemble a bénéficié de bonnes conditions de vie au point où la Zambie au milieu des années 1970, était un pays à revenu moyen (Negi, 2008, p.49).

Notons que la privatisation a affecté directement les employés des mines puisque l'emploi formel a diminué de 24% entre 1992 et 2004 et la main-d'œuvre est passée de 56.000 à moins de 20.000 (Idem, p.51). Negi rapporte que ceux qui se sont retrouvés au chômage ont affirmé qu'ils avaient été élagués (Idem) ce qui reviendrait à dire qu'on s'était débarrassé d'eux sans aucun égard, sûrement sans aucune compensation. Plusieurs services auxquels avait accès la population, ont été supprimés avec la privatisation. Par exemple, des hôpitaux gérés par la ZCCM ont fermé de telle sorte qu'il fallait maintenant que les miniers puisent dans leurs ressources afin de s'offrir des services (Idem, p.52). Cela semble compréhensible puisque les nouveaux propriétaires de mines ont très tôt fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de fournir les services sociaux comme cela avait été le cas sous la nationalisation, menant à une frustration croissante puisque l'amélioration

espérée se traduisait par plus de difficultés (Sishuwa, 2021, p.1063). Les conditions de vie des miniers empiraient bien que le président au pouvoir soit un ancien membre du syndicat des miniers.

Ainsi, en plus d'avoir manqué à ses promesses envers cette base de soutien que sont les miniers, les autorités du MMD incluant le président Chiluba, ont été accusés de corruption et d'accaparement durant le processus de privatisation. Ces derniers n'ont pas respecté dans bien des cas, les lois qui exigeaient que toute personnalité politique divulgue son intention de faire une offre et ont acquis de nombreuses entreprises et actifs (Craig, 2000, p.361-362). Il apparaît que la transparence a été bafouée dans ces cas puisque le processus était opaque en ce sens que certains principes d'acquisition n'ont pas été respectés. De nombreuses scissions au sein du parti et le désir de Chiluba de briguer un troisième mandat, ont conduit à la création de nouveaux partis dont le PF, le FDD (Larmer et Fraser, 2007, p. 616-618).

Toutefois, il est à noter que pour les IFI, la privatisation a été un succès puisqu'elle a fait en sorte que des capitaux étrangers soient injectés dans l'économie zambienne (Craig, 2000, p.359). Du Royaume-Uni en passant par la Chine, nombre d'entreprises ont saisi le virement de la Zambie à une économie néolibérale pour investir dans le pays. La Zambie a même été considérée comme un modèle avec les résultats les plus réussis de la privatisation selon une étude de Campbell White et Bhatia selon Craig (Idem). La production de cuivre est passée de moins de 250 000 tonnes métriques à la fin des années 1990 à 976 000 tonnes métriques en 2012, ce qui est équivalent à la production des années de prospérité des années 1970 (Hess et Aidoo, 2014, p.135). Pourtant, ce boom ne se traduisait pas dans la vie économique du pays et dans la vie des habitants vu toutes les commodités qui avaient été offertes par le gouvernement pour attirer des investisseurs. Celui-ci

percevait à peine 0,6% des redevances minières, ce qui a conduit d'ailleurs à supprimer certains incitatifs et à mettre en place un nouveau régime fiscal au début de 2008 (Negi, 2008, p.53). On note de surcroît que cette remise en forme du pays selon Negi ne peut s'attribuer à la privatisation, mais plutôt au boom qu'a connu la demande de cuivre en raison de la croissance économique de la Chine (Idem, p.51).

De tout ce qui précède, on constate que la privatisation selon une perspective locale (miniers, population en général) a été un désastre, car de nombreux avantages ont été perdus tandis que du point de vue des IFI, elle a été un franc succès.

### 3 Coopération sino-zambienne

#### 3.1 Investissement massif dans l'exploitation du cuivre

Si certains supposent que la relation entre la Chine et la Zambie remonte aux années 2000 puisque c'est au cours de cette décennie que les relations entre la Chine et la majorité des pays africains se sont intensifiées, en réalité, tel n'a pas été le cas. Effectivement, la Chine soutenait financièrement et matériellement l'un des partis d'opposition quand la Zambie était encore sous domination coloniale britannique (Belligoli, 2011, p.241). Au lendemain des indépendances soit en octobre 1964, des relations diplomatiques avaient été établies avec la Chine par le président zambien Kaunda (Sibiri, 2021, p.15). Une assistance technique, un soutien en personnel médical et scientifique et des prêts à des taux très avantageux étaient offerts par la Chine à la Zambie et cette dernière ainsi que d'autres pays africains la soutenaient dans sa lutte pour obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU (Belligoli, 2011, p.242).

De même, la Chine a été la nation vers qui la Zambie s'est tournée et qui a accepté vers la fin des années 1960 de financer le projet Tazara, cette ligne de train entre la Tanzanie et la Zambie que les pays occidentaux avaient refusé de financer (Matambo, 2019, p.47). Cet acte a été d'autant plus significatif qu'il a été une marque de solidarité et une démonstration que la Chine est un allié qui aide à s'affranchir des colons (Idem). Il convient de noter qu'un prêt sans intérêt de 406 millions de dollars a été accordé par la Chine pour la construction de cette ligne entre 1970 et 1976 (Leslie, 2016, p.90). On peut ainsi concevoir que la relation entre la Chine et la Zambie s'est solidifiée puisque la Chine est un partenaire qui offre un répit contre la censure économique des partenaires traditionnels occidentaux c'est-à-dire qu'elle est une porte de secours face au refus des autres.

De plus, en 1980, la Chine a investi dans l'entreprise ZCMT (Matambo, 2019, p.48), ce qui nous montre que la Chine et la Zambie entretenaient des relations depuis bien longtemps. On pourrait même considérer que cette relation qui a été mentionnée plus haut était d'ordre idéologique (anti-colonial) et de soutien financier. Cette relation avec la Zambie a pris une nouvelle tournure par la suite, en ce sens que la Chine était présente physiquement au travers d'entreprises et de ressortissants chinois vers la fin des années 1990. En effet, Belligoli, soutient que la présence chinoise en Zambie durant ces années est devenue palpable dans l'industrie extractive, dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et du manufacturier (Belligoli, 2011, p.249).

Cette nouvelle forme de relation pourrait s'expliquer par la croissance spectaculaire qu'a connue la Chine, ce qui a insufflé une nouvelle dynamique dans les relations qu'elle entretenait avec le continent africain dans son ensemble et donc avec la Zambie. Effectivement, la Zambie détient de

nombreuses réserves de cuivre, un matériau important qui soutient la croissance de la Chine puisqu'elle en a besoin pour la construction de bâtiments, la transmission d'énergie, l'électronique et l'industrie automobile (Negi, 2008, p.51). Pour combler son besoin en cuivre, la Chine doit importer environ la moitié de ce matériau, ce qui représente un montant non négligeable d'environ 4 millions de tonnes par an (Idem, p.51-52).

Dans cette optique d'assurer leurs besoins en cuivre, les Chinois ont saisi le programme de privatisation qui a été mis en place par la Zambie pour acheter de nombreux terrains miniers. En effet, les sociétés d'État chinoises ont investi selon Negi, plus de 500 millions de dollars dans le secteur minier zambien et la Chine a construit dans la Copperbelt, une zone économique de 800 millions de dollars (Negi, 2008, p.52). Le rapport de HRW, indique que vers la fin de 2010, les investissements chinois en Zambie s'élevaient à environ 2 milliards de dollars (HRW, 2011, p.20). Des investissements qui passent de la construction, à l'agriculture, la fourniture d'énergie, l'industrie manufacturière et les télécommunications, mais principalement des investissements dans l'exploitation minière (Idem).

Par exemple, la NFCA, une compagnie paraétatique chinoise a fait l'acquisition de la mine de Chambishi pour environ 200 millions de dollars et a dépensé 55 millions de dollars pour sa réhabilitation (Negi,2008, p.55). D'un autre côté, la CNMC a construit une fonderie de cuivre à Chambishi pour un coût supplémentaire de 200 millions de dollars (Idem). La CNMC a aussi construit en 2006, le SMLZ, une usine de traitement du cuivre à Chambishi (HRW, 2011, p.20-22). Elle a également fait l'acquisition de Luanshya Copper Mine qui avait fermé et l'a restauré pour des centaines de millions de dollars et l'a renommé en la CLM (Idem). Des investissements continus ont été faits dans ces compagnies comme la construction de nouveau puits d'extraction pour augmenter la production. Cela a même fait en sorte qu'en 2010, la NFCA réalisait des bénéfices annuels de 40

millions de dollars et, en 2008, avait « récupéré son investissement de 2003 » (HRW, 2011, p.20-22).

On voit ainsi que les sociétés chinoises sont fortement implantées dans l'exploitation minière. Comme le dirait Kragelund, elles contrôlent « l'ensemble de la chaîne de valeur du cuivre, du concassage de la roche et de sa flottaison dans des acides à la production de concentré de cuivre [...], en passant par le séchage et la fusion du concentré, la production de cathodes de cuivre, [...] jusqu'aux produits manufacturés en cuivre tel que les produits électriques à base de cuivre. » (Kragelund, 2009, p.653).

### 3.2 Conditions de travail des miniers dans les entreprises chinoises

La reprise des activités minières dans les années 2000 (HRW, 2011, p.19) dans la province du Copperbelt a revigoré le secteur minier qui était en chute depuis la fin des années 1970. Cette chute brutale qui avait même fait en sorte qu'en 1994 la Zambie soit classée parmi les pays les plus pauvres (Idem); or on se rappelle qu'elle était considérée comme un pays à revenu moyen au milieu des années 1970 (Negi, 2008, p.48). Cependant, les bénéfices de cette reprise ne se traduisaient pas tant dans la vie des miniers zambiens.

De nombreux avantages dont les miniers jouissaient ont été purement supprimés. Les travailleurs miniers zambiens recevaient des salaires plus bas qu'auparavant, n'avaient quasiment aucun avantage et travaillaient de longues heures dans des conditions dangereuses et difficiles (HRW, 2011, p.19). Il est à souligner que bien des fois, les Chinois n'ont pas payé leurs dus aux ouvriers zambiens (Idem). Ces situations ont fait en sorte que plusieurs incidents ont eu lieu entre les

miniers et les responsables chinois. L'étude réalisée par HRW dans les compagnies minières affiliées aux Chinois de la période de novembre 2010 et juillet 2011, a révélé des conditions de travail dégradantes.

Il a été rapporté que ces compagnies chinoises ne respectent aucunement les lois du travail en vigueur en Zambie. Ils obligent les miniers à travailler de longues heures soit 18 heures de travail et ces derniers n'ont même pas droit à des vacances ou des congés (HRW, 2011, p.19). De plus, les mesures et procédures de sécurité réglementées par la loi ne sont pas respectées, comme en témoignent les accidents qui sont survenus maintes fois (Idem). En outre, il n'y a pas de remplacement des équipements de protection endommagés ni de ventilation suffisante dans les mines ce qui engendre des risques de maladies pulmonaires et d'autres maladies vu les conditions d'insalubrité (HRW, 2011, p.19). Par ailleurs, les miniers qui refusent de travailler dans des zones dangereuses se font intimider ou menacer de licenciement par leurs supérieurs chinois (Idem, p.4). Plusieurs responsables syndicaux se sont plaints du fait que les superviseurs chinois battaient et frappaient souvent leurs subordonnés africains (Hitchens, 2008). Il a même été rapporté que des supérieurs chinois avaient battu un ouvrier zambien travaillant dans le bâtiment à Ndola parce que celui-ci s'était endormi en journée, une situation qui s'explique parce que les travailleurs africains entassés dans des cabanes minuscules et étouffantes sur trois ou quatre générations, dorment mal la nuit (Idem). Dans ces conditions misérables, ils souffrent également de maladies insuffisamment traitées ou évitables, à savoir le paludisme (Idem).

De ce fait, les mauvaises conditions de travail couplées à des accidents, parfois mortels, dans ces entreprises chinoises ont donné lieu à des soulèvements ou émeutes ouvrières. Par exemple, l'explosion d'une usine chinoise de fabrication d'explosifs dans la zone de Chambishi en 2005, a

couté la vie à des travailleurs zambiens, plus d'une cinquantaine en raison des mauvaises conditions de sécurité (Leslie, 2016, p.92). Lors de cette explosion, tous les cadres chinois ont survécu et aucun d'eux n'a été blessé (Idem). Cet accident a été l'un des premiers incidents ayant conduit à l'impopularité de la Chine dans la province de Copperbelt. On peut d'ailleurs comprendre que cela a soulevé des questions quant à savoir quelles étaient les précautions prises qui font que les Chinois ont été épargnés et pas les Zambiens lors de cette explosion.

En 2006, une émeute a été déclenchée par les ouvriers zambiens toujours à Chambishi pour protester contre l'absence d'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Ces derniers ont détruit des biens et ont attaqué un directeur chinois. Pour répondre à cela, des coups de feu ont été tirés par un directeur blessant cinq mineurs et les travailleurs qui avaient participé à la grève ou aux émeutes ont été licenciés sans aucun avertissement (HRW, 2011, p.22-23). Aucune mesure ni sanction n'a été prise contre les auteurs de ces tirs et leurs actes sont restés impunis (Idem). Une protestation similaire en 2008 contre les bas niveaux de salaire et le non-respect de la législation zambienne du travail a tourné a dégénéré et s'est transformée en émeute violente conduisant à la bastonnade d'un superviseur chinois et à l'endommagement des biens d'équipements (Negi, 2008, p.56). En 2010, dans la ville de Sinazongwe, deux directeurs chinois de la Collum Coal Mine ont abattu 11 travailleurs qui protestaient contre les mauvaises conditions de travail et tout comme à Chambishi, personne n'a été poursuivi (HRW, 2011, p.23).

D'un autre point de vue, une recherche effectuée par Fraser et Lungu en 2007, a révélé que sur 2100 travailleurs employés dans un site minier tenu par les Chinois à Chambishi, seuls 52 étaient des employés permanents et syndiqués donc à peine 2,4 % de la main-d'œuvre (Leslie, 2016, p.92).

Les autres travailleurs étaient occasionnels ou sous contrat soit de 1 an à 5 ans (Negi, 2008, p.55-56) et ne bénéficiaient d'aucune prestation médicale ou de retraite (Leslie, 2016, p.92). En revanche, les 180 employés chinois étaient tous des employés permanents (Idem) et avaient donc tous les avantages qui sont associés à ce statut. Il convient de rappeler que lorsque les mines étaient nationalisées sous la ZCCM, les mineurs avaient accès à de nombreux biens et services sociaux comme cités plus haut (Cronjé et al, 2017, p.6-7) et étaient syndiqués. Dans un ordre d'idée voisin, en 2011, 2000 miniers zambiens ont été sommairement licenciés pour avoir fait grève et refusé de reprendre le travail. Ces derniers protestaient pour demander des améliorations de leurs conditions de travail et une augmentation générale des salaires (Leslie, 2016, p.93).

Ces quelques exemples d'incidents loin d'être exhaustifs montrent les relations qui existent entre les cadres chinois et les travailleurs zambiens et mettent en lumière le traitement qui leur est accordé. En somme, on constate combien les conditions de travail des miniers sont déplorables et à l'opposé du statu quo quand les mines étaient sous la direction de la ZCCM. Cette situation a été telle que le rapport de Human Rights Watch indique que les pires violations des droits de l'homme en Zambie ont été commises par certaines sociétés minières appartenant à des Chinois (Leslie, 2016, p.94).

Toutefois, il est important de souligner que ce n'est pas seulement dans les mines tenues par les Chinois que des incidents surviennent. En effet, la chercheuse Deborah Brautigam a relevé que des travers sont constatés dans les mines tenues par les Occidentaux, mais cela ne suscite pas autant d'animosité (Chimbelu, 2022, p. 63). Pour preuve, la filiale de la société indienne Vedanta Resources soit la Konkola Copper Mines, a été condamnée en 2020 par un tribunal britannique à verser des indemnités à 1 826 personnes à Chingola pour des dommages environnementaux

(Idem). Des incidents semblables se sont produits dans d'autres mines, dont les mines Mopani appartenant à la multinationale anglo-suisse Glencore sans que cela n'impacte la réputation de ces investisseurs (Idem). On voit donc qu'il y a moins d'emphase et de passions qui se sont déchainées lorsque des désaccords surviennent dans les mines détenues par les Occidentaux, ce qui suggère qu'il y aurait une plus grande aversion ou hostilité à l'égard des Chinois. Quelle serait donc la raison ? Peut-être parce que l'incident le plus meurtrier a eu lieu dans une mine chinoise ? Peut-être à cause de la rhétorique qui a désigné un coupable et qui fait que les personnes ne sont plus objectives et sont prêtes ou enclines à excuser les autres sauf celui que la conscience collective a désigné coupable ? Peut-être un mélange de tout cela et d'autres éléments ?

## 4 Analyse

### 4.1 Désillusion des miniers

Ainsi que cela a été signalé plus haut, la reprise des activités minières dans les années 2000 (HRW, 2011, p.19) a boosté le secteur minier zambien. Effectivement, « [l]a forte demande d'hydrocarbures et de minerais par la Chine a augmenté les recettes d'exportation des pays producteurs [dont la Zambie] et elle aboutit à la remise en exploitation de sites délaissés par les investisseurs traditionnels (Vircoulon, 2007).

Cette reprise du secteur minier a conduit à une hausse de l'emploi, mais les nombreux incidents et violations commises par les Chinois à l'encontre des travailleurs zambiens ont jeté un coup de froid sur l'engouement que la reprise avait créé. Vircoulon affirme que « le bénéfice des

investissements directs chinois en Afrique en termes de création d'emplois [a été] contrebalancé par une mauvaise image de marque [...] largement répandue » (Vircoulon, 2007). En effet, la reprise du travail dans les mines était différente de ce à quoi s'attendaient les Zambiens puisque comme il a été notifié plus haut ces derniers ne travaillaient pas dans les mêmes conditions que lorsque les mines étaient nationalisées ni ne bénéficiaient des avantages qu'ils avaient connues. Les maltraitances dont ils étaient victimes, les bas salaires, les conditions dangereuses entourant le travail, le non-respect de la législation zambienne, tout cela a affecté l'imaginaire des miniers vis-à-vis des Chinois. Par ailleurs, cette privatisation selon Lungu (2008) repris par Noyoo correspondait au modèle où l'exploitation des ressources par des sociétés multinationales entraîne des inégalités socio-économiques, une détérioration des normes de travail et d'emploi, une dégradation de l'environnement et l'exclusion de la plupart des gens de l'accès aux services sociaux essentiels (Noyoo, 2021).

Toutefois, on pourrait deviner que les entrepreneurs chinois qui s'établissent dans le secteur minier zambien le font dans une optique de faire du profit et non d'offrir des avantages qui augmenteraient leurs dépenses/charges. Ces investisseurs chinois s'installeraient en Afrique à la recherche des coûts de production plus bas qu'en Chine (Vircoulon, 2007). Dans cette optique qui est la leur, ils recourent à des « pratiques illégales à grande échelle » ce qui occasionne souvent des conflits avec les travailleurs locaux et alimente une solide réputation d'exploiteurs (Idem).

Outre ce qui est développé plus haut, le fait que certaines entreprises chinoises exportent leur main-d'œuvre pour effectuer des tâches que les travailleurs locaux peuvent accomplir, est également un enjeu étant donné que l'offre d'emploi accessible aux locaux diminue alors que la demande d'emploi est toujours forte. Cet enjeu peut aussi sembler reproduire le schéma du système colonial

et faire partie des différentes raisons pour lesquelles certains comparent les Chinois aux colonisateurs. Justement, en 1963 durant la colonisation, les mines employaient quelque 7 800 Blancs, soit 17 % de la main-d'œuvre totale (Money, 2020). Les postes hautement qualifiés n'étaient certes réservés qu'aux Blancs, mais ces derniers occupaient aussi des tâches courantes comme « conduite de machines à vent transportant des hommes et des matériaux dans les puits, exploitation de pompes, réparation de machines et conduite de locomotives » (Idem). Donc les entreprises chinoises feraient exactement comme les Britanniques c'est-à-dire externaliser les profits vers leur pays au lieu de développer la colonie (Noyoo, 2021), dans notre cas ici, le pays partenaire. De plus, les rumeurs concernant cette main-d'œuvre chinoise qui est importée, affirment que ce sont des prisonniers (Hairong et Sautman, 2012, p.399), de quoi créer encore plus d'hystérie, de mécontentement et de panique au sein des travailleurs zambiens.

## 4.2 La rhétorique populiste

En plus de tout ce qui a été développé plus haut, la rhétorique populiste a joué un grand rôle dans la montée du sentiment anti-chinois en Zambie. Cela s'explique puisque certains politiciens pour obtenir des gains électoraux, ont « surfé » sur la vague de mécontentement qu'avait une partie de la population (miniers) à l'égard des Chinois présents sur le territoire.

Il convient de rappeler qu'il y avait une crise sociale en ce sens que de nombreux Zambiens demeuraient dans la pauvreté quand bien même le secteur minier qui auparavant avait donné une certaine stabilité au pays, était à nouveau florissant. Selon Negi, il y avait un sentiment commun selon lequel l'augmentation des prix du cuivre, la réduction de la dette et la relance du secteur

minier devraient se traduire matériellement par une amélioration des conditions et du niveau de vie des Zambiens (Negi, 2008, p.53). Or cela n'était pas le cas puisque ce sont les « étrangers » qui ont acquis les mines et les autres facteurs de production lors de la privatisation qui récoltent les fruits du boom, et les Zambiens quant à eux continuent de souffrir (Idem). Ainsi, cet essor du secteur minier qui devait se refléter également dans la vie de la population, n'a pas eu l'effet escompté. Une situation qui pour bon nombre de Zambiens étaient due à la privatisation des mines. Et au travers de cette privatisation, étaient étiquetées les entreprises étrangères, précisément celles chinoises puisque ces dernières détenaient beaucoup d'entreprises étant donné qu'elles avaient investi massivement dans l'extraction du cuivre.

Cette incapacité de bénéficier de la manne du cuivre couplée aux incidents qui étaient survenus dans les mines appartenant aux Chinois avait jeté les bases d'une colère qu'ont exploitée les hommes politiques. Michael Sata est considéré comme l'un des premiers politiciens à user de la stratégie populiste durant les élections de 2006 et de 2008.

Rappelons tout d'abord que Sata est d'origine ethnique Bisa (Sishuwa, 2021, p.1066) et est le fondateur du PF. Avant de créer son parti, il a pénétré le monde de la province de Copperbelt en tant que membre de la police coloniale donc avait pour mission d'endiguer les groupes nationalistes et les syndicalistes radicaux (Sishuwa, 2021, p.1073). Il a par la suite été un employé d'une entreprise de construction toujours dans la Copperbelt et a rejoint le syndicat NUBWMW (Idem, p.1074-75). Afin d'atteindre ses ambitions personnelles, il a créé son propre syndicat en 1963, le NUECGW et l'a aligné sur le mouvement pour la lutte nationaliste l'UNIP. Grâce au succès de négociations collectives qu'il avait introduit contre l'entreprise de construction, il s'est

fait une renommée de « Man of action »<sup>2</sup>. (Idem, p.1077). L'affiliation de son syndicat à l'UNIP lui a permis d'occuper un poste de député au sein de l'UNIP dans les années 1983, puis un poste de gouverneur de district de la ville de Lusaka en 1985 (Cheeseman et Larmer, 2015, p.36). Par la suite dans les années 1990, il a rejoint le MMD de Chiluba, où il a occupé différents postes ministériels (Idem; Sishuwa, 2021, p.1080). Cheeseman et Larmer soulignent que durant ces périodes, il était adepte des gestes populistes et médiatiques et avait même conduit une marche pour célébrer la fracture de la Zambie avec un programme impopulaire d'ajustement structurel (2015, p.36).

Suite à son ambition de succéder à Chiluba qui n'a pas été réalisée, Sata a créé son propre parti le PF en 2001 (Idem; Sishuwa, 2021, p.1080). Notons qu'il avait entretenu des réseaux bembas du MMD dans le nord du pays lorsqu'il faisait encore partie de ce parti politique ce qui lui a permis de garder cette base de soutien – surtout que le nouveau président Levy Mwanawasa les avait délaissés –, en plus de la base de soutien qui provenait de la Copperbelt (Cheeseman et Larmer, 2015, p.36). Dans le but de se faire élire, il a mis l'accent sur une série de problèmes que connaissaient les zambiens, « notamment le désordre urbain, les inégalités, l'emploi précaire dans les mines, la corruption et la dépendance de l'administration de Mwanawasa à l'égard du parrainage occidental - et, de plus en plus, chinois » (Alastair, 2017, p.458), mais aussi sur des préoccupations que partageaient l'électorat ethnique. Cependant, ce ne sont pas les mêmes stratégies populistes ou ethniques ou une combinaison de ces deux stratégies qu'il a utilisées à chaque fois lors de ces campagnes électorales de 2006, 2008 et 2011. Elles ont évolué dans le temps en fonction des circonstances et des performances du passé jusqu'à permettre la victoire en 2011.

---

<sup>2</sup> Traduction libre : Un homme d'action

Afin de souligner davantage l'enracinement et le développement de la stratégie ethnique qu'il a utilisé, soulignons que par le passé, Sata n'a pas hésité à s'identifier comme un Bemba et non un Bisa puisque s'identifier à cette ethnie à ce moment précisément lui permettait d'obtenir un emploi dans la police coloniale. De même, Sata pour obtenir le soutien de la population linguistique et ethnique Bemba qui représente un grand électorat en Zambie, n'a pas hésité à se présenter comme un Bemba et à faire valoir qu'il était leur candidat présidentiel. En outre, dans le but de discréditer Mwanawasa qui était le président du pays et du parti MMD à cette période, Sata a aussi allégué que ce dernier qui était un non-Bemba, successeur d'un Bemba au poste de président, faisait maintenant une chasse aux sorcières – les Bembas – en ce sens que Mwanawasa avait lancé des poursuites judiciaires pour corruption contre l'ancien président Chiluba et d'anciens ministres, tous des Bembas (Sishuwa, 2021, p.1066). Même si ces poursuites n'étaient pas reliées à l'ethnie, Sata a réussi à saisir cette opportunité afin que les électeurs des zones de langue bemba – anciennement fiefs du MMD –, qui déjà déploraient leur marginalisation par rapport au gouvernement central, se désolidarisent du MMD pour se rallier au PF. Cette stratégie ethnique lui a donc été bénéfique étant donné qu'il a gagné le soutien de ces communautés. Il aurait donc compris que se prévaloir d'une certaine ethnicité ou utiliser un langage mettant en relief l'ethnie compte tenu des circonstances, peut lui valoir le succès, et y a eu recours pour arriver à ses fins.

Revenons au populisme, dans son discours, Sata se décrivait comme l'homme du peuple (Resnick, 2021, p.60) qui se positionne contre le gouvernement géré par le MMD et les Chinois, afin de défendre les intérêts de la population zambienne. Il a identifié comme le font les populistes selon Charadeau, une source du mal qui dans le cas de la Zambie, sont le MMD et la Chine. Ce sont

donc eux qui sont présentés comme les adversaires à abattre, les ennemis du bien-être du peuple. Le MMD qui on le sait, avec la privatisation n'avait pas honoré ses promesses envers la base de soutien que sont les miniers. Ces derniers pensaient que leurs conditions de vie allaient s'améliorer, alors qu'avec la privatisation, l'emploi formel avait diminué ainsi que le salaire et le niveau de vie. Ce même MMD qui ignorait leurs préoccupations concernant les conditions de travail médiocres et dangereuses et dont plusieurs membres étaient accusés de corruption et d'acquisition illégale de parts du secteur minier. Et les Chinois, « ceux » qui recevaient le soutien du gouvernement à la place de la population, « ceux » qui n'avaient pas reconduit le projet social comme espéré quand bien même la hausse des prix du cuivre leur avait permis de réaliser d'énormes bénéfices.

Sata a ainsi lancé de multiples attaques contre le MMD et la façon dont le parti aurait permis aux ressortissants chinois et au gouvernement chinois d'usurper l'économie de la Zambie et de menacer sa souveraineté (Matombo et al, 2021, p.228). Une rhétorique correspondant à la perception qu'avait les travailleurs bembas pour qui la richesse qu'ils avaient produite était consommée illégalement par l'élite dirigeante (Cheeseman et Larmer, 2015, p.37) et les étrangers. Une rhétorique qui rejoignait également l'électorat multiethnique urbain qui avait vu son niveau de vie se dégrader (Idem). Il a aussi accusé le gouvernement de permettre aux entreprises chinoises attirées par les abondantes réserves de cuivre, d'exploiter les travailleurs zambiens puisqu'elles versent des salaires inférieurs et ont des dossiers de santé et de sécurité moins bons que leurs homologues occidentales (Clayton, 2011).

Durant ces campagnes préélectorales, Sata a également plusieurs fois scandé que les compagnies chinoises traitaient les travailleurs zambiens comme des esclaves compte tenu des difficiles

conditions de travail. Il se plaignait aussi du fait que les propriétaires chinois emploient des Chinois pour travailler au détriment des Zambiens qui pourraient le faire. Des propos qui correspondrait à une rhétorique populiste puisqu'elle reprend les préoccupations de l'électorat urbain dont les travailleurs, les chômeurs et les pauvres. Il a ainsi plusieurs fois martelé que les hommes d'affaires chinois étaient des « profiteurs » et que ces derniers empêchaient la classe ouvrière de travailler, car ils venaient avec leurs employés chinois « pour pousser les brouettes au lieu d'embaucher des locaux » (Hess et Aidoo, 2014, p.136). Il a par ailleurs soutenu les propos suivants:

“We welcome your investment, but as we welcome your investment, your investment should benefit Zambians and not the Chinese” ( England, 2011)

“It is in law that all investors who are coming to Zambia should bring a limited number of expatriates whom they cannot find in Zambia. My party has taken concern at the unlimited number of people your investors are bringing to Zambia.<sup>3</sup>”

( Idem).

Ainsi, les tâches à faible qualification qui pourraient être menées facilement par les locaux, se retrouvent encore à être effectuées par les Chinois ce qui suggère que les « entrepreneurs chinois fonctionnent en « circuit fermé » » (Vircoulon, 2007). Cela inclurait également que les familles dans les zones rurales qui dépendent des transferts de fonds des travailleurs sont affectés par cette situation qui touche la population active urbaine.

---

<sup>3</sup> Traduction libre : "Nous nous réjouissons de votre investissement, mais comme nous nous réjouissons de votre investissement, votre investissement doit profiter aux Zambiens et non aux Chinois".

"Il est dans la loi que tous les investisseurs qui viennent en Zambie doivent amener un nombre limité d'expatriés qu'ils ne peuvent pas trouver en Zambie. Mon parti s'est inquiété du nombre illimité de personnes que vos investisseurs font venir en Zambie."

La thèse du complot ou ‘‘complotism’’ qui est un élément important du populisme se constate puisque dans les propos relayés plus haut, Sata affirme que le gouvernement est en collusion avec les Chinois qui exploitent les travailleurs miniers zambiens. Le gouvernement serait donc de concert et soutiendrait ces malversations qui sont commises par les entreprises chinoises contre le peuple, la classe ouvrière.

D’autre part, le populiste selon Charaudeau utilise un langage dans certains cas très agressif, pour inciter à la haine de la source du mal qui a été identifiée (Charaudeau, 2011). On constate que Sata également adoptait un langage très virulent, xénophobe et raciste à l’égard des Chinois toujours dans le but d’obtenir on l’imagine le plus de voix, mais c’est sans compter que ce langage pouvait renforcer l’animosité de la population vis- à- vis des Chinois et entretenir une certaine conception d’eux. Cela est d’autant plus logique, car dire que les Chinois ne sont pas des « investors »,<sup>4</sup> mais plutôt des « infesters »<sup>5</sup> (Matombo, 2019, p.54) suggère une connotation négative, qu’ils sont nuisibles, qu’ils sont envahissants, qu’ils gênent par leur présence. Il est même arrivé que Mr. Sata affirme :

“WE WANT the Chinese to leave and the old colonial rulers to return”. “They exploited our natural resources too, but at least they took good care of us. They built schools, taught us their language and brought us the British civilisation...at least Western capitalism has a human face; the Chinese are only out to exploit us.”<sup>6</sup>

(The Economist, 2011)

---

<sup>4</sup> Traduction libre : Investisseurs

<sup>5</sup> Traduction libre : Envahisseurs

<sup>6</sup> Traduction libre : NOUS VOULONS que les Chinois partent et que les anciens dirigeants coloniaux reviennent". "Ils ont exploité nos ressources naturelles aussi, mais au moins ils se sont bien occupés de nous. Ils ont construit des

Il fait donc dans cette citation, l'apologie du régime colonial, dont on sait qu'il n'a pas été des plus plaisants, et constitue une période qui fait remonter d'horribles souvenirs, pour montrer à quel point les Chinois sont selon lui « mauvais » voire « abominables ». Un autre politicien du PF, Guy Scott a tenu un langage similaire en affirmant : “We've had bad people here before. The whites were bad, the Indians worse but the Chinese are worst of all” (quoted in McGreal 2007)<sup>7</sup> (Negi, 2008, p.44).

Aussi, compte tenu du fait que la population urbaine se plaignait de la difficulté d'obtenir un emploi, de la rareté des opportunités, Sata a-t-il à travers son discours, signifié que les Chinois étaient responsables de la situation de sous-emploi ce qui correspondrait à une stratégie populiste. Pour preuve, selon lui pour créer davantage d'emplois, il fallait certes détourner l'économie du cuivre donc la diversifier, mais aussi exiger des investisseurs étrangers, en particulier les Chinois, qu'ils arrêtent d'importer des travailleurs de l'étranger et qu'ils utilisent plutôt la main-d'œuvre locale (entretiens avec Mulenga, 2009 ; Lubinda, 2009) (Resnick, 2021, p.77). Cela sous-entendrait donc que les emplois qui sont disponibles sont occupés par des immigrants chinois alors qu'il existe une main-d'œuvre abondante zambienne. Donc il y aurait du chômage parce que les employeurs chinois ne recrutent pas assez la main-d'œuvre locale, mais préfèrent faire venir des Chinois en Zambie pour travailler. En d'autres termes, les immigrants chinois voleraient les opportunités de travail des Zambiens. Il serait donc facile pour un citoyen lambda de faire une corrélation entre sa situation de chômage et la présence de travailleurs chinois.

---

écoles, nous ont appris leur langue et nous ont apporté la civilisation britannique... au moins le capitalisme occidental a un visage humain ; les Chinois ne cherchent qu'à nous exploiter."

<sup>7</sup> Traduction libre : "Nous avons eu de mauvaises personnes ici avant. Les Blancs étaient mauvais, les Indiens encore plus, mais les Chinois sont les pires de tous" (cité dans McGreal 2007)

Toujours dans ce même alignement, Sata lors de son premier rassemblement à Mandevu en 2006, a déclaré que :

“The markets are for Zambians ... if you want to remain poor and if you want all good things to go to foreigners, vote for Mwanawasa” (cited in Chellah and Mwilu 2006)<sup>8</sup> (Resnick, 2021, p.79).

Ce discours pourrait véhiculer le message selon lequel la pauvreté des Zambiens équivaudrait à la prospérité, au bien-être des étrangers. Il pourrait aussi laisser penser que les Chinois ont envahi les étalages des marchés, ont le monopole dans ce milieu, ne permettant plus aux Zambiens de mener leurs activités, de se faire du profit ce qui serait de nouveau une stratégie populiste. Ainsi, pour avoir la richesse, il faudrait voter pour lui, qui empêcherait les Chinois de profiter de ces bonnes choses qui reviennent à la population zambienne. D’ailleurs, son slogan était : “Lower taxes, more jobs, more money in your pockets.”<sup>9</sup> (Resnick, 2013, p.76). Ce qui est juste une reprise des principales causes de la pauvreté évoquées par les personnes vivant dans les quartiers urbains qui sont « les bas salaires, les prix élevés et le peu d'opportunités d'emploi » (Resnick, 2013, p.77). Il a donc juste repris les revendications de la classe urbaine pour en faire un slogan afin de toucher et de faire vibrer leur sensibilité.

Se présentant toujours comme étant l’homme du peuple, le représentant des marginalisés, des pauvres, Sata n’a pas hésité à s’appuyer « sur un langage simpliste et une politique de la porte ouverte, tout en mettant en avant son propre manque d’éducation afin d’entretenir l’image d’un bienfaiteur paternaliste qui comprend la détresse de l’homme du commun » (Idem). Ainsi on peut

---

<sup>8</sup> Traduction libre : " Les marchés sont pour les Zambiens... si vous voulez rester pauvres et si vous voulez que toutes les bonnes choses aillent aux étrangers, votez pour Mwanawasa " (cité dans Chellah et Mwilu 2006).

<sup>9</sup> Traduction libre : Moins d’impôts, plus d’emplois, plus d’argent dans vos poches.

voir qu'il est facile pour ceux qui se sentent exclus de la société de s'identifier à Sata puisque lui aussi n'est pas un grand intellectuel, il utilise un langage terre à terre et parle généralement lors de ses meetings dans la langue locale contrairement à ses opposants (Resnick, 2013, p.77). Cette capacité de se retrouver dans cette figure politique peut également faire penser que tout ce qu'il dit est réel et donc faire croire que les accusations qu'il lance contre les Chinois sont tout à fait véridiques et prouvées.

Eu égard à tout ce qui précède, on constate que Sata s'attaquait clairement aux éléments qui causent l'insatisfaction non seulement des miniers, mais de la population urbaine et rurale puisque précisons-le, celles-ci attribuaient leurs souffrances aux « étrangers » qui détiennent les mines de cuivre, qui profitent des revenus qui devaient leur revenir.

Par ailleurs, cette stratégie ethnopopuliste lui a permis de gagner les élections de 2011, car il avait comparativement aux précédentes élections, obtenu plus de voix notamment dans les communautés linguistiques et ethniques Bemba en plus des voix dans la zone urbaine. Il avait également adopté dans ses discours avant les élections de 2011, des positions plus conciliantes qui lui avaient permis de rassembler la classe moyenne qui au début n'était pas ralliée à lui lorsque son discours était trop menaçant à l'égard des Chinois (Cheeseman et Larmer, 2015, p.38 et Alaister, 2017, p.465).

De cette façon, lorsque Sata a été élu à la tête de la Zambie en 2011, son ton agressif et xénophobe contre les Chinois a changé radicalement (Matombo et al, 2021, p.228; Chimbela, 2022, p.65). Il les présentait dorénavant comme des partenaires incontournables du pays (Matombo et al, 2021, p.240). On note par exemple qu'il a organisé peu après avoir été élu président, un grand déjeuner

pour les investisseurs chinois alors que durant la même période, des travailleurs zambiens protestaient contre les conditions de travail dans les entreprises chinoises où au moins 1000 mineurs avaient été licenciés par la NFCA pour avoir pris part à une grève suite au non-respect par la compagnie de la promesse d'augmenter leur salaire (Leslie, 2016, p.98).

#### 4.3 Élargissement du sentiment anti-chinois aux autres couches de la société

Comme indiqué précédemment, les différents évènements qui se sont produits entre les miniers zambiens et les propriétaires chinois de mine ont été fortement médiatisés et n'ont pas manqué d'ébranler la population zambienne. Cela est compréhensible puisque ces miniers sont des Zambiens, des frères, des époux, des membres de la communauté et ce qui leur est arrivé pourrait arriver à tout autre zambien. Il va de soi que sans aucun doute, la solidarité, l'appartenance à la même identité, nationalité fait en sorte qu'il y a un sentiment de colère à l'égard de ceux qui ont perpétré ces actes.

De plus, le discours populiste qui dépeint les Chinois comme étant des envahisseurs, des voleurs d'opportunités a également trouvé écho au sein de la population au point où des attaques raciales avaient été enregistrées sur les lieux de travail gérés par des Chinois suite à la campagne de 2006 (Marsh et Sinyangwe, 2020). Le fait qu'il n'y ait pas de chiffre précis sur le nombre de ressortissants chinois vivant en Zambie (Jalloh et Wang, 2019) et leur présence marquée dans de nombreux secteurs de l'économie même celui informel, peut donner lieu à ce genre de conclusions à savoir qu'ils envahissent le pays. Dans ce sens, Sata avait dénoncé le fait que la plupart des magasins de la ville de Lusaka appartenaient à des Chinois et à des Asiatiques du Sud (Wines 2006) (Resnick, 2021, p.79) ce qui insinuerait que les Zambiens n'ont plus aucun contrôle sur

l'économie, mais juste les « étrangers ». Il avait aussi affirmé que de nombreux travailleurs chinois envahissaient les chantiers de construction de la capitale Lusaka, dans des chapeaux de paille qui renvoient à une figure étonnamment XIXe siècle (Hitchens, 2008) d'où toujours cette idée qu'il y a un trop grand nombre de Chinois et que ceux-ci évincent les Zambiens des champs d'activités.

Par conséquent, l'implantation des Chinois dans certains secteurs qu'occupaient les Zambiens a créé et crée encore des tensions au sein du pays. En effet, des entrepreneurs chinois investissent dans la fabrication locale des produits de consommation simples et indispensables, telles la quincaillerie, les casseroles, les bouteilles, etc. (Vircoulon, 2007). Cet état de choses donne lieu une « concurrence directe avec les acteurs économiques locaux ce qui est source de sentiments populaires anti chinois. » (Idem). Ils n'hésitent pas contrairement aux investisseurs étrangers conventionnels, à s'établir durablement et à mener ou effectuer des tâches vulgaires comme les travaux de construction, l'opération de petits commerces (Hess et Aidoo, 2014, p.136), la vente de poulet ou de maïs rôti au coin des rues (Jalloh et Wang, 2019); des tâches que souvent font les locaux et non les étrangers. Aussi, cette concurrence peut se révéler déloyale dans certains cas surtout que l'État chinois soutient énormément ses ressortissants.

Justement, l'État chinois a mis sur pied un centre chinois de promotion des investissements et du commerce à Lusaka (Kragelund, 2009, p.649). Une chambre de commerce chinoise, l'Association des entreprises chinoises en Zambie (ACCZ) a été créée pour fournir « des services et des informations aux investisseurs et collabore étroitement avec les institutions zambiennes pour faciliter le travail quotidien de ses membres » (Idem). Le « Bureau des conseillers économiques de l'ambassade de Chine fournit des conseils en matière d'investissement aux investisseurs

potentiels et aide les hommes d'affaires chinois dans leur interaction avec les autorités zambiennes » (Kragelund, 2009, p.649). Le gouvernement chinois est donc assez impliqué dans l'implantation des entreprises chinoises, ce qui n'est pas forcément le cas pour le gouvernement zambien envers sa population. Ce soutien a permis entre autres, l'implantation de plus d'une centaine de compagnies chinoises en Zambie dans tous les secteurs de l'économie zambienne, ce qui leur permet de contrôler de plus en plus certains d'entre eux (Idem, p.649 et 657). Par exemple, les entreprises chinoises domineraient le secteur de la construction, mais non celui du secteur minier.

Ainsi, bien que ces compagnies aient investi massivement dans les activités liées au cuivre étant donné leur forte demande et dépendance de ce matériau, les Chinois ne dominent pas le secteur minier, ils seraient même un acteur mineur dans la production de concentré de cuivre (Idem, p.657). Kragelund fait savoir que « des entreprises du monde entier ont été attirées par le boom des prix des matières premières de 2004 à 2008 » et non juste les Chinois (Idem).

Comme cela, les nombreuses entreprises chinoises ne seraient donc pas implantées que dans la filière du cuivre, mais le fait qu'un nombre important de Chinois immigré en Zambie pour se lancer dans des activités qui pourraient être exercées par des « Zambiens ordinaires » pose problème (Matombo et al, 2021, p.273). Ce type d'« investissement » est prédateur pour les locaux dans la mesure où il ne comble pas le besoin de la Zambie en termes d'échanges de compétences rares, mais il évince plutôt les opportunités de petites entreprises zambiennes (Idem). La concurrence entre les entrepreneurs chinois et zambiens ferait donc qu'il y ait un ressentiment des locaux envers les Chinois puisque ces derniers prospèrent au détriment des autres.

D'un autre côté, les représentations des médias occidentaux généralement alarmistes sur le partenariat Chine-Afrique, les métaphores telles que le dragon dans la brousse ou encore les récits de la « ruée » de la Chine pour devenir la « nouvelle puissance coloniale » et étendre son « Empire » en Afrique (Negi, p.43-44) peuvent participer à cristalliser les tensions raciales dans le pays. Ce discours de l'Occident qui qualifierait les Chinois de nouveaux colons jouerait donc un rôle sur la perception qu'ont les Zambiens des Chinois et serait comme un élément catalyseur, « l'huile jetée sur le feu ». Par exemple, Hillary Clinton, secrétaire d'État américaine lors d'une visite à Lusaka en 2011 a affirmé à la télévision qu'il fallait que l'Afrique fasse attention à ne pas se faire à nouveau coloniser (Quinn et Heinrich, 2011) en faisant référence à la Chine. Cela suggère donc que la Chine pourrait coloniser l'Afrique à nouveau, y compris la Zambie en les maintenant sous sa dépendance, les exploitant, en occupant leur territoire.

Les accusations de tentative de colonisation par la Chine ont été reprises pareillement par certains médias locaux. Pour preuve, le média Lusaka Times a écrit un article en 2018 dont le titre était "How China [Is] Slowly Colonizing [the] Zambian Economy"<sup>10</sup> (Chimbelu, 2022, p.64-65). D'autres médias ont affiché des titres tels que "China has controlled our economic lifeline.", "Chinese have deprived us of our jobs and livelihood." ou encore "They do not respect us, they only want to make money."<sup>11</sup> (Jalloh et Wang, 2019). Loin d'affirmer que les médias locaux ont été directement influencés par ce qui se dit en Occident, on peut tout de même constater que ce discours selon lequel les Chinois seraient de futurs colonisateurs n'est pas seulement utilisé par les politiciens en quête de gains électoraux, mais également par les médias locaux en plus des médias

---

<sup>10</sup> Traduction libre : "Comment la Chine colonise lentement l'économie zambienne"

<sup>11</sup> Traduction libre : "La Chine a contrôlé notre ligne de vie économique" ou "Les Chinois nous ont privés de nos emplois et de nos moyens de subsistance" ou encore "Ils ne nous respectent pas, ils veulent seulement faire de l'argent".

occidentaux. Ce cadrage médiatique causerait donc davantage cette inimitié entre les Zambiens et les Chinois puisque la même information est véhiculée partout et qu'ils y sont exposés.

De surcroît, l'augmentation constante de la dette du pays vis-à-vis de la Chine fait craindre le pire. 77% des Zambiens sont préoccupés par le niveau d'endettement du pays surtout que plus d'un tiers de la dette extérieure de 13,4 milliards de dollars est dû à la Chine (Chimbelu, 2022, p.64 et 66). La rhétorique du piège de la dette promue par les Occidentaux « pour rappeler aux Africains que même si l'argent de la Chine [...] est assorti de moins de conditions, ils risquent d'être attirés dans un piège » (Idem, p.64) semble de plus en plus avérée, surtout que des rumeurs ont circulé sur l'acquisition d'actifs nationaux par la Chine suite au non-paiement de la dette. En effet, il a été propagé l'information selon laquelle, la Chine allait s'emparer des aéroports zambiens (Matombo et al, 2021, p.228) ou encore de la compagnie nationale d'électricité du pays, ZESCO (Anoba, 2018) parce que le gouvernement n'arrivait pas à rembourser ses prêts. Ces rumeurs peuvent donner l'impression que la Chine est en train de déposséder la Zambie et donc créer une panique au sein des Zambiens et stimuler davantage la « rancœur » contre eux.

Rappelons que la Chine possède déjà 60% des parts de la ZNBC et a donc « une influence sur ce qui doit ou ne doit pas être diffusé sur leurs plateaux » (Krah, 2018). Elle pourrait alors ne pas se formaliser et acquérir les autres compagnies d'État s'il advenait que la Zambie ne rembourse pas sa dette, surtout que selon la conception zambienne, la Chine a pris le contrôle de son symbole national qu'est le cuivre.

On conçoit que l'idée de l'enlèvement du pays dans la dette qui induit de se faire exproprier de ses biens, pourrait donner lieu à une situation où le pays n'est plus indépendant, autonome, une idée

qui participerait à l'exacerbation du sentiment anti-chinois. Donc cette crainte qu'à cause de la dette, le pays puisse se retrouver à la merci de la Chine, que des pans importants de l'économie zambienne soient saisis, pourrait renforcer le sentiment de méfiance et de haine. Et tout cela corroborerait la supposition selon laquelle la Chine cherche à coloniser la Zambie. Entre autres, il est fort intéressant de constater que ces dernières années, les tensions raciales en raison des nombreuses accusations à l'encontre des Chinois, ont conduit à beaucoup d'actes répréhensibles.

De fait, en novembre 2018, une plainte officielle avait même été déposée par l'ambassadeur de Chine en Zambie à la suite des attaques xénophobes contre des ressortissants chinois par des citoyens zambiens (Matombo et al, 2021, p.228). Ces attaques s'étaient produites lorsque Hakainde Hichilema, à cette période, principal chef du parti d'opposition UPND, dans ce contexte de tension raciale, avait affirmé que la Chine avait pris possession de la société publique ZAFFICO. Des émeutes ont éclaté suite à ce discours dans la province zambienne de Copperbelt, occasionnant le pillage d'entreprises appartenant à des Chinois (Africa Times, 2018) (Idem). Les propos de Peter Sinkamba président du Green Party rapportait que :

Irate residents and saw millers blocked government road starting from Nakandoli market through Kawama to Kamatipa compound burning tyres and logs on the road while charging at the police. It is also reported that a Chinese shop by the name of Lowsking investment was looted.<sup>12</sup> » (Lusakatimes.com, 2018)

---

<sup>12</sup> Traduction libre : Les habitants en colère et les scieurs de bois ont bloqué la route gouvernementale depuis le marché de Nakandoli jusqu'au complexe de Kamatipa, en passant par Kawama, en brûlant des pneus et des bûches sur la route et en chargeant la police.

Les autorités gouvernementales ont même concédé à cette époque qu'il existait une xénophobie à l'encontre des ressortissants chinois, tout en soulignant qu'elle avait par contre été alimentée par des propos "calomnieux" de l'opposition (Matombo et al, 2021, p.236). Matombo soutient que :

« Jusqu'en 2018, l'ire des Zambiens ordinaires à l'encontre de la Chine était principalement dirigée contre les employeurs chinois ordinaires sous lesquels travaillent les Zambiens ordinaires. Cependant, les attaques contre des ressortissants chinois à la fin de l'année 2018 étaient l'expression de l'anxiété des Zambiens, qui craignaient que les entreprises publiques chinoises n'usurpent la souveraineté zambienne en rachetant des entreprises publiques zambiennes. Les violences qui ont éclaté à la suite de rumeurs de rachat de ZAFFICO par une entreprise chinoise ont contraint "un nombre sans précédent de ressortissants chinois" à quitter la Zambie en jurant de ne revenir que si la situation s'était apaisée (Mutale, 2018) » (Idem).

De même, deux mois avant cet incident, des émeutes avaient éclaté à Chimwemwe après qu'une rumeur selon laquelle un ressortissant chinois avait tué un Zambien a circulé. (Lusakatimes.com, 2018). Cela avait conduit une foule en colère à piller des magasins appartenant à des ressortissants chinois au cours de cette émeute (Idem). Il y a eu aussi deux émeutes majeures contre des ressortissants chinois fin 2018 dans les villes minières comme Kitwe (Jalloh et Wang, 2019).

Pareillement, en mai 2020, trois ressortissants chinois, une femme et deux hommes ont été assassinés sauvagement par trois Zambiens (Marsh et Sinyangwe, 2020). Cette attaque selon Chimbelu fait suite aux informations répétées dans les médias selon lesquelles des employeurs chinois auraient forcé des travailleurs zambiens à rester dans les locaux de l'entreprise pendant des

semaines afin de maintenir la production lors du premier lockdown Covid-19 du pays (Chimbelu, 2022, p.61). Miles Sampa, le maire de Lusaka a fait une campagne pour dénoncer ces situations (Marsh et Sinyangwe, 2020). A cet effet, il faisait des descentes filmées dans des entreprises chinoises pour mettre en lumière ces abus et discriminations qui étaient faites à l'encontre des Zambiens et scandait que c'était de « l'esclavage » (Idem). Sampa aurait également utilisé un langage raciste dans des vidéos des raids publiées sur Facebook (Chimbelu, 2022, p.61). Ce dernier a par la suite fait une vidéo pour présenter ses excuses et affirmer que son bureau soutiendrait les entreprises chinoises à 100 % (Idem).

Sans toutefois affirmer que tous les citoyens zambiens sont hostiles aux Chinois, il semble qu'une certaine catégorie de Zambiens, notamment les moins nantis ne portent pas à leur égard de bons sentiments d'où les nombreuses confrontations et attaques contre eux et leurs biens.

Allant dans le même sens, Sibiri soutient qu'on assisterait à un conflit social entre les Chinois et ceux qui sont économiquement défavorisés, dont les intérêts et les attentes, ne sont pas comblés par la présence des Chinois (2021, p.13). Cela sous-entendrait que les Zambiens qui estiment que la présence chinoise est la cause de leur malheur, la cause de leur difficulté à avoir un bon niveau de vie ou à jouir pleinement des « retombés de la manne du cuivre » auraient donc plus de chance d'avoir du ressentiment contre les Chinois, que des Zambiens aisés, qui vivent dans l'opulence.

Les hommes politiques, opposants au régime donnent également l'impression d'avoir une certaine aversion pour les Chinois, cependant il apparait que cette attitude de chien de garde qui critique les Chinois est plus une stratégie pour gagner en popularité et obtenir des votes. Ils font donc mine d'être contre les Chinois dans le but d'atteindre des objectifs personnels puisque l'histoire a

démontré qu'une fois les opposants au pouvoir, leur discours change de sorte que ce sont eux qui font la promotion des partenariats avec les Chinois. Pour rappel, une fois que Sata n'était plus dans l'opposition, il a tôt fait de mentionner que les Chinois étaient des partenaires de longue date dont ne pouvait se passer la Zambie, « Zambia's all-weather friend<sup>13</sup> » (Marsh et Sinyangwe, 2020).

Dans la même logique, Matombo soutient que :

« Alors qu'ils étaient dans l'opposition, ils ont dépeint la Chine comme un investisseur véreux. Les preuves de la façon dont ils ont ciblé la Chine après être arrivés au pouvoir montrent qu'ils ont construit ces identités de la Chine pour discréditer leurs rivaux politiques, c'est-à-dire les partis au pouvoir. Une fois au pouvoir, ils ont apprécié l'importance de la Chine pour la Zambie » (Matambo, 2019, p.57).

Nonobstant tout cela, notons tout de même que « les partis d'opposition zambiens ont parfois joué un rôle favorable à l'amélioration des droits des travailleurs et des citoyens » (Leslie, 2016, p.95).

A contrario, les membres qui forment le gouvernement au pouvoir semblent faire les éloges des Chinois puisque leur présence est synonyme d'importants investissements, d'opportunités économiques pour le pays. Effectivement, comme mentionné plus haut, le MMD favorisait les nouveaux propriétaires des mines, les Chinois et ne faisait aucun cas des plaintes des travailleurs zambiens quant à leur condition de vie dans ces mines. Faire affaire avec les Chinois permettait de suivre les directives des IFI sur la libéralisation de l'économie, permettait l'entrée de nouveaux capitaux et la construction de grandes infrastructures tels les centrales hydroélectriques, les routes, les aéroports modernes, les stades, les hôtels, etc. Notons que ces infrastructures sont financées

---

<sup>13</sup> Traduction libre : L'ami fidèle de la Zambie

par des prêts chinois à l'aide au développement, car la Zambie comme d'autres pays en développement, ne dispose pas d'assez de finances pour de tels projets (Tourré, 2012, p. 117). Le partenariat avec la Chine permettrait donc au gouvernement de montrer à sa population qu'il modernise le pays, qu'il travaille efficacement, non sans donner sur la scène internationale, l'image d'un pays qui se développe bien économiquement et socialement. S'opposer frontalement à la Chine en tant que gouvernement serait donc perdre un tel partenaire, perdre son soutien et les importants financements que ce pays procure.

Aussi, l'approche chinoise comparativement à celle de l'Occident a davantage d'attrait en ce sens qu'elle permet au gouvernement « une certaine autonomie fiscale et la liberté d'investir ou d'entreprendre leurs projets prioritaires. » (Sibiri, 2021, p.22) Le gouvernement a donc la liberté de privilégier les projets qui vont dans le sens de ses priorités et non de suivre des directives qui lui auraient été imposées si le partenaire était occidental.

Par ailleurs, les relations avec la Chine ne s'embarrassent pas de conditions telles que le respect des droits humains ou de règles éthiques et moralisatrices imposées par le système international dominé par les pays occidentaux (Girouard, 2008, p. 5). Les partenaires commerciaux chinois seraient donc plus pragmatiques et efficaces que les bureaucrates occidentaux comme l'a dit le président sénégalais Abdoulaye Wade (Idem, p.3) et permettent d'échapper à la tutelle occidentale. Tout cela fait donc que l'approche chinoise de l'engagement est une alternative que préfèrent les gouvernements africains par rapport à l'approche occidentale (Sibiri, 2021, p.22). Néanmoins, dans certains cas, le gouvernement s'est élevé contre les investisseurs chinois afin que des changements soient effectués pour le bien-être des travailleurs. Effectivement, en 2006 une mine de charbon

chinoise a été fermée par la ministre Alice Simango dans le but de protéger la vie humaine en raison des conditions déplorables et dangereuses de la mine. Le gouvernement a même suspendu les licences de la compagnie et repris l'exploitation de la mine quand les conditions ne se sont pas améliorées (Leslie, 2016, p.93). D'autres fermetures opérées par le ministère du Travail ont également eu lieu en raison du manque de sécurité et du traitement inapproprié des travailleurs ou encore du non-respect des lois sur la sécurité et l'environnement et/ou des mauvaises conditions de travail (Idem, p.93-94).

## Conclusion

La Chine, ce géant asiatique a profondément transformé les relations internationales qui longtemps étaient marquées par l'hégémonie occidentale. Elle est présente sur tous les continents tant elle est devenue incontournable au point où il apparaît sinon impossible, du moins difficile de se passer d'elle. L'Afrique n'est pas en marge des continents avec lesquels la Chine interagit. Bien que les premiers contacts entre eux datent du quinzième siècle (Wagner, 2014, p.107), leurs rapports se sont intensifiés dans les années 2000 (Gabas et Chaponnière, 2012, p.41) permettant au continent d'enregistrer une croissance annuelle continue de 5% (Wagner, 2014, p.7). Cela fait en sorte que la Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial (Wintgens et Aurégan, 2019, p.47) du continent.

De la même manière, elle est un partenaire de longue date de la Zambie. Déjà présente avant les indépendances à travers le soutien financier à des partis d'opposition contre la colonisation, elle est aujourd'hui incontournable dans le sillage zambien principalement dans le secteur économique. La forte demande de la Chine pour le cuivre afin de maintenir son essor et sa puissance, a favorisé

la hausse des prix du cuivre qui auparavant avaient chuté à cause de l'effondrement des prix mondiaux des matières premières, et a dynamisé l'économie zambienne. Toutefois, l'augmentation des prix et de la production du cuivre ne se reflète pas dans la vie des citoyens puisque ceux-ci demeurent dans la précarité. A contrario, il semble que cela profite plus aux Chinois qui sont devenus propriétaires des compagnies de mines, car ayant racheté des concessions de mines lors de la privatisation.

La présence des Chinois suscite désormais des sentiments mitigés au sein du pays et auprès de ses habitants et engendre des attitudes tant positives que négatives. Des attitudes positives compte tenu de l'opportunité d'emplois et des investissements. Des attitudes négatives en raison des différends entre les employeurs chinois et les ouvriers zambiens, de la pauvreté dans laquelle demeurent les citoyens ordinaires et à revenus faibles malgré le boom du cuivre, de la concurrence entre les commerçants chinois et locaux, du récit de néocolonialisme, de la rhétorique populiste utilisée par les partis d'opposition. Cette rhétorique populiste a par ailleurs joué un important rôle puisqu'elle a fait en sorte que les Chinois sont devenus les boucs émissaires à toutes les difficultés que vit la classe ouvrière, mais également les habitants ruraux.

La même rhétorique a plus attiré l'attention sur les incidents qui se produisaient dans les mines détenues par les Chinois que dans les mines gérées par des compagnies occidentales. La forte aversion pour les Chinois en raison de cette rhétorique couplée à ce qui a été énuméré plus haut a plongé le pays depuis lors dans une tension raciale constante. Cette tension raciale a notamment conduit à des actes xénophobes à de multiples occasions dès que des rumeurs ou des propos incriminant les Chinois sont tenus. Face à tout cela, il apparaît plus qu'urgent que des mesures soient prises pour remédier à la situation.

Pour ce faire, les partis d'opposition doivent cesser de recourir aux discours anti-chinois dans le but d'obtenir des gains électoraux. Ils doivent cesser d'accuser les Chinois des maux du pays principalement des difficultés d'emploi, de la mauvaise gestion et de la répartition inégale des redevances du secteur minier. Ils pourraient davantage travailler à ce qu'il y ait plus de transparence dans les rapports entre la Chine et la Zambie surtout sur le plan économique et à ce que le gouvernement rende des comptes à la population.

Quant au gouvernement, il doit être plus regardant et rigoureux envers les compagnies chinoises qui ne respectent pas la charte du travail en vigueur en Zambie et qui commettent des exactions envers les travailleurs. Il doit être à l'écoute des préoccupations de la population et veiller à lui fournir les besoins essentiels et autres besoins sociaux à travers une meilleure gestion de ses revenus. Il devra aussi envisager la diversification de son économie, de manière à permettre la création de nouvelles opportunités d'emploi au bénéfice des citoyens et devra mettre en place des mesures afin de se débarrasser de sa dette colossale. Il pourrait déjà par exemple, arrêter la construction d'infrastructures qui ne sont pas de première nécessité et qui requièrent des budgets faramineux.

S'agissant des compagnies chinoises, elles doivent comprendre que les règles en Zambie sont différentes de celles en vigueur en Chine et doivent s'y plier. Elles doivent s'obliger à créer des cadres de travail dignes pour les employés locaux, établir des dialogues francs avec eux lorsque des conflits surviennent plutôt que d'utiliser la force pour les réprimer ou les licencier. Étant donné le nombre élevé de personnes au chômage en Zambie, les entreprises chinoises devraient éviter d'importer la main-d'œuvre afin de favoriser l'emploi local et le transfert de compétences en Zambie.

## BIBLIOGRAPHIE

Anoba, Ibrahim. “China is taking over Zambia’s National Assets, but the Nightmare is just getting Started for Africa.” *African Liberty*, September 10, 2018, <https://www.africanliberty.org/2018/09/10/china-is-taking-over-zambia-national-assets-but-the-nightmare-is-just-starting-for-africa/>.

Battistella, Dario. « Chapitre 7 / Les analyses marxistes », , *Théories des relations internationales*. sous la direction de Battistella Dario. Presses de Sciences Po, 2015, pp. 237-268.

Belligoli, Serena. « L'arrivée en Zambie : investissement et développement », *Outre-Terre*, vol. 30, no. 4, 2011, pp. 241-255.

Charaudeau, Patrick. « Réflexions pour l’analyse du discours populiste », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 97 | 2011, mis en ligne le 15 novembre 2013, consulté le 11 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org.proxy.bib.uottawa.ca/mots/20534> ; DOI : <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.4000/mots.20534>

Cheeseman, Nic, and Miles Larmer. “Ethnopolitism in Africa: Opposition Mobilization in Diverse and Unequal Societies.” *Democratization*, vol. 22, no. 1, Jan. 2015, pp. 22–50, doi:10.1080/13510347.2013.809065.



England, Andrew. “Sata gives Chinese investors guarded welcome” *Financial Times*, September 26, 2011, <https://www.ft.com/content/a44aaffa-e850-11e0-ab03-00144feab49a>

Fraser, Alastair and John Lungu. *For Whom the Windfalls? Winners and Losers in the Privatization of Zambia’s Copper Mines*. Lusaka: Civil Society Trade Network of Zambia and Catholic Commission for Justice, Development and Peace, 2007.

Fraser, Alastair. “Postsocialisms-Populism in Zambia: Michael Sata’s Rise, Demise and Legacy.” *International Political Science Review / Revue Internationale de Science Politique*, vol. 38, no. 4, 2017, pp. 456–72. JSTOR, <https://www.jstor.org/stable/26940304>. Accessed 26 Nov. 2022.

Gabas, Jean-Jacques et Jean-Raphaël Chaponnière. *Le temps de la Chine en Afrique: enjeux et réalités au sud du Sahara*. Paris, Gemdev-Karthala, 2012, 207p.

Gaudichaud, Franck et Thomas Posado. « Populisme ? Apports et (més)usages d’un concept pour comprendre les gouvernements nationaux-populaires latino-américains », *IdeAs* [En ligne], 14 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 09 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/5938> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.5938>

Girouard, Étienne. *La Chine En Afrique: Néocolonialisme Ou Nouvel Axe de Coopération Sud/Sud?* CCCI, 2008.

Hairong, Yan, and Barry Sautman. "Chasing Ghosts: Rumours and Representations of the Export of Chinese Convict Labour to Developing Countries." *The China Quarterly*, no. 210, 2012, pp. 398–418. JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/23510692>.

Hess, Steve, and Richard Aidoo. Charting the Roots of Anti-Chinese Populism in Africa: A Comparison of Zambia and Ghana. *Journal of Asian and African Studies*, 49(2), 2014, 129–147. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1177/0021909613479769>

Hitchens, Peter. "Africa's last, worst hope: a continent that withstood European colonialism welcomes Chinese conquest." *The American Conservative*, vol. 7, no. 23, 1 Dec. 2008, pp. 11+.

Gale Academic OneFile,  
[link.gale.com/apps/doc/A189875150/AONE?u=otta77973&sid=bookmark-AONE&xid=271d9bbd](http://link.gale.com/apps/doc/A189875150/AONE?u=otta77973&sid=bookmark-AONE&xid=271d9bbd). Accessed 11 Nov. 2022.

Human Rights Watch. (2011). "You Will Be Fired If You Refuse: Labor Abuses in Zambia's Chinese State-Owned Copper Mines." November 4. (<https://www.hrw.org/report/2011/11/04/youll-be-fired-if-you-refuse/labor-abuses-zambias-chinese-state-owned-copper-mines>).

Jalloh, Abu-Bakarr and Fang Wan. Resistance growing to Chinese presence in Zambia, *Deutsche Welle*, April 9, 2019, <https://www.dw.com/en/resistance-growing-to-chinese-presence-in-zambia/a-47275927>

Kragelund, Peter. Part of the Disease Or Part of the Cure? Chinese Investments in the Zambian Mining and Construction Sectors. *Eur J Dev Res* **21**, 644–661 (2009). <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1057/ejdr.2009.23>

Krah, Richard. “China to take over Zambian international Airport for debt repayment default; neocolonialism?” *Committee for the abolition of illegitimate debt*, September 11, 2018, <https://www.cadtm.org/China-to-take-over-Zambian-international-Airport-for-debt-repayment-default>

Larmer, Miles. “Reaction & Resistance to Neo-Liberalism in Zambia.” *Review of African Political Economy*, vol. 32, no. 103, 2005, pp. 29–45. JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/4006908>. Accessed 10 Nov. 2022.

Larrouqué, Damien. « Le populisme décortiqué : à propos de : Pierre Rosanvallon, *Le siècle du populisme : Histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil, 2020. » *Sens public*, 2021, p. 1–15. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.7202/1089600ar>

Laycock, David. "Populisme". *l'Encyclopédie Canadienne*, 17 octobre 2019, *Historica Canada*. [www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/populisme](http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/populisme). Date consulté: 11 novembre 2022.

Leslie, Agnes Ngoma. "Zambia and China: workers' protest, civil society and the role of opposition politics in elevating state engagement." *African Studies Quarterly*, vol. 16, no. 3-4, Dec. 2016, pp.

link.gale.com/apps/doc/A491093169/AONE?u=otta77973&sid=bookmark-AONE&xid=e5778ae1. Accessed 20 Nov. 2022.

Marsh Jenni. and Chiwoyu Sinyangwe. “Three Chinese nationals were murdered and burned in Zambia, in a week when racial tensions were running high”, CNN, June 5, 2020. URL: <https://www.cnn.com/2020/06/05/china/china-zambia-murder-intl-hnk/index.html>

Matambo, Emmanuel. “Constructing China’s Identity in Zambian Politics: A Tale of Expediency and Resignation.” *Journal of African Foreign Affairs*, vol. 6, no. 3, 2019, pp. 43–64. *JSTOR*, <https://www.jstor.org/stable/26893836>.

Matambo, Emmanuel, and Sunday P. C. Onwuegbuchulam. "Friend or Would-be Coloniser? A Constructivist Appraisal of Zambia-China Relations in the Light of Anti-Chinese Sentiments in Zambia." *International Journal of China Studies*, vol. 12, no. 2, 2021, pp. 223-243. ProQuest, <https://login.proxy.bib.uottawa.ca/login?url=https://www.proquest.com/scholarly-journals/friend-would-be-coloniser-constructivist/docview/2635273345/se-2>.

Moffitt, Benjamin. *The Global Rise of Populism: Performance, Political Style, and Representation*. Stanford University Press, 2016.

Money, Duncan. “White mineworkers at Zambian Independence” *Africa is a country*, May 25, 2020, <https://africasacountry.com/2020/05/white-mineworkers-at-zambian-independence>

Money, Duncan, and Limin Teh. “Race at Work: A Comparative History of Mining Labor and Empire on the Central African Copperbelt and the Fushun Coalfields, Ca. 1907–1945.” *International Labor and Working-Class History*, vol. 101, 2022, pp. 100–117., doi:10.1017/S0147547921000132.

Negi, Rohit. “Beyond the ‘Chinese Scramble’: The Political Economy of Anti-China Sentiment in Zambia.” *African Geographical Review*, vol. 27, Mar. 2008, pp. 41–63. EBSCOhost, <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1080/19376812.2008.9756209>.

“Not as bad as they say” *The Economist*, October 1, 2011, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2011/10/01/not-as-bad-as-they-say>

Ndangwa Noyoo, «Mobilising Natural Resources for Sustainable Development: Copper mining and path dependence in Zambia», *Cadernos de Estudos Africanos* [En ligne], 41 | 2021, Publié le 08 février 2022, URL: <http://journals.openedition.org/cea/6393>; DOI: <https://doi.org/10.4000/cea.6393>

“Only Unity and Appropriate Policy Interventions will make Zambia a Prosperous and Great Nation- Sinkamba” *Lusakatimes.com*, November 10, 2018, <https://www.lusakatimes.com/2018/11/10/only-unity-and-appropriate-policy-interventions-will-make-zambia-a-prosperous-and-great-nation-sinkamba/>

Puloc'h, Meghann. « Zambie : entre ressources abondantes et vulnérabilité aux chocs », , Zambie : entre ressources abondantes et vulnérabilité aux chocs. sous la direction de Puloc'h Meghann. Agence française de développement, 2020, pp. 1-37.

Quinn, Andrew and Mark Heinrich. “Clinton Warns Against ‘New Colonialism’ in Africa,”” *Reuters*, June 11, 2011, <https://www.reuters.com/article/us-clinton-africa-idUSTRE75A0RI20110611>

Resnick, Danielle. "The View from Below: How the Urban Poor React to Political Party Strategies." *Urban Poverty and Party Populism in African Democracies*. Cambridge: Cambridge UP, 2013. 115-47.

Sibiri, Hagan. The Emerging Phenomenon of Anti-Chinese Populism in Africa: Evidence from Zambia, Zimbabwe and Ghana. *Insight on Africa*, 13(1), 2021, 7–27. <https://doi.org/10.1177/0975087820971443>

Sishuwa, Sishuwa. “Roots of Contemporary Political Strategies: Ethno-Populism in Zambia during the Late Colonial Era and Early 2000s.” *Journal of Southern African Studies*, vol. 47, no. 6, Dec. 2021, pp. 1061–1081, doi:10.1080/03057070.2021.1940602.

Tarragoni, Federico. « Chapitre 5. Vers une nouvelle théorie du populisme », , *L'esprit démocratique du populisme*. sous la direction de Tarragoni Federico. La Découverte, 2019, pp. 265-298.

Tourré, Brian. *De la Françafrique à la Chinafrique : quelle place pour le développement africain?*. Paris, L'Harmattan, 2012, 140p. En ligne sur <http://liseuse.harmattan.fr/?sj=HTQ9f2aa332ccbea5821064b74a8aa6586a&sh=b0affb870dc067899475d16761902875>

Vircoulon, Thierry. « La nouvelle question sino-africaine », *Études*, vol. 407, no. 11, 2007, pp. 451-462.

Wagner, Julien. *Chine Afrique : le grand pillage*. Paris, Eyrolles, 2014, 127p.

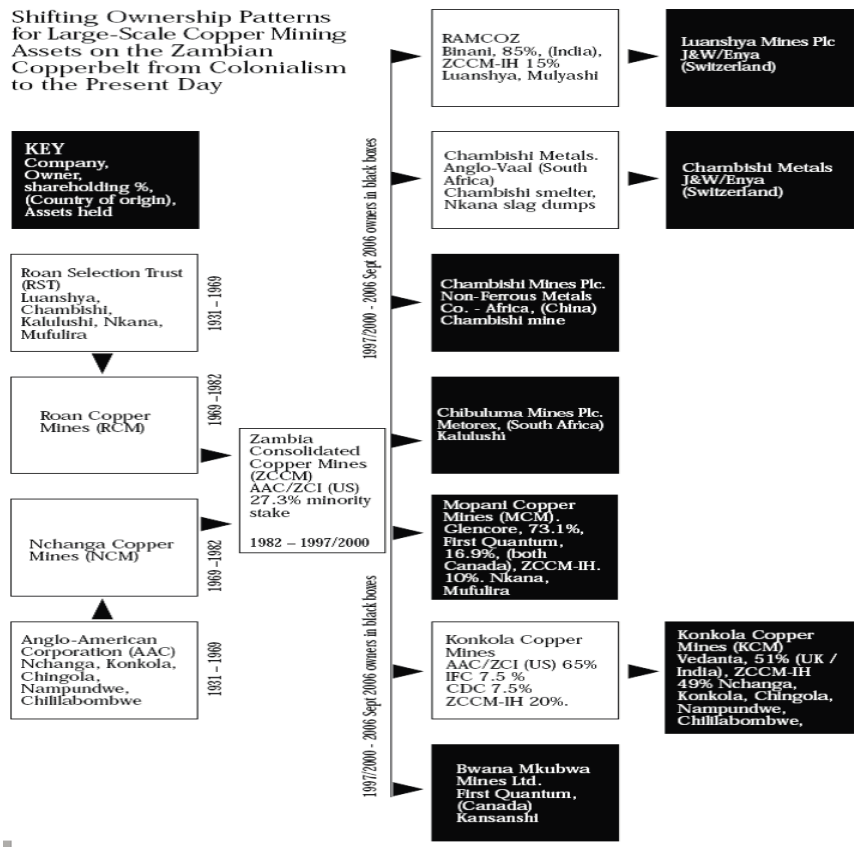
Wintgens, Sophie et Aurégan, Xavier (2019). *Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine: enjeux, défis et perspectives*. Louvain-La-Neuve, Académia L'Harmattan, 324 p. (collection: Science Politique, n° 23)

“Zambia” *Encyclopaedia Britannica*, n.d, <https://www.britannica.com/place/Zambia/Colonial-rule>

« Zambie – Fiche pays (Mai 2022) » *Direction générale du Trésor*, 29 Août 2022, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZM/situation-economique-et-financiere-de-la-zambie-avril-2018>

«           Zambie           »           *Perspective*           *Monde,*           s.d,  
<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays/ZMB>

# ANNEXES



Source: Fraser & Lungu (2007)

Figure 1 : Image qui indique le changement de propriété des mines de la colonisation en passant par la nationalisation et la privatisation. On peut ainsi voir que les entreprises de mines qui étaient détenues par plusieurs compagnies britanniques ont été fusionnées sous une seule compagnie qu'est la ZCCM, une compagnie d'État. Avec les difficultés qu'a connu le pays suite à la baisse du coût du cuivre, la compagnie a été fragmenté et différentes compagnies étrangères ont acquis des parts durant le processus de privatisation.

Source : Fraser et Lungu, 2007, p.14.

**Table 2.** Factors Driving Anti-Chinese Sentiments and Social Conflict

Underlying Factors	Zambia	Zim
Perception of Chinese taking over jobs/business from locals	✓	
Claims of Chinese companies' unfair labour policies/ labour abuses	✓	
Perception of land grabbing by Chinese firms or individuals	✓	
Perceived low quality of Chinese products	✓	
Perception of Chinese resources extraction agenda	✓	
The accusation of Chinese engaging in illegal mining activities	✓	
The allegation of breaking local laws	✓	
View of Chinese merchants' unfair competition with local traders	✓	
Perceived behaviour of Chinese citizens/workers in the country	✓	
Perception of China aiding a corrupt government with aids/loans	×	
Government inaction in resolving issues involving Chinese	✓	
View of bad bilateral deals with China (aids for resources access)	✓	

**Source:** The author's compilation from various media and literature sources.

Figure 2 : Tableau indiquant les différentes raisons évoquées par les Zambiens qui font qu'il y a un ressentiment envers les Chinois. On constate ainsi dans l'ensemble que les Chinois ne sont pas aimés parce qu'ils sont perçus comme volant les opportunités d'emploi des locaux, imposant des conditions de travail laborieuses, s'accaparant des terres, fournissant des produits de mauvaises qualités, vidant le pays de ses ressources, exploitant des mines dans l'illégalité, violant les lois locales, menant une compétition illégale contre les commerçants locaux, etc. Cela portait donc les quelques raisons pour lesquelles il y a un sentiment anti-chinois en Zambie.

Source : Sibiri, 2021, p.21.